

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 JANVIER 1926.

Projet de loi

approuvant le Traité de Commerce entre l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise et la Tchécoslovaquie.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Aucun statut contractuel ne régit jusqu'ici nos relations commerciales avec la Tchécoslovaquie. Depuis plusieurs années, les deux Gouvernements ont eu, à ce sujet, de nombreux échanges de vues. La conclusion d'un accord rencontrait les plus graves difficultés. Les régimes douaniers appliqués de part et d'autre, étaient en grande partie opposés. Celui de l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise est caractérisé par un tarif douanier modéré et par la liberté des échanges; celui de la Tchécoslovaquie, par le protectionnisme propre à la plupart des pays de l'Europe centrale et orientale, et par une rigoureuse réglementation des échanges.

Ne pouvant arriver à un règlement équitable, l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise soumit les principales marchandises tchécoslovaques à des droits différentiels. Cette mesure, appliquée par l'arrêté royal du 29 mai 1923, était justifiée à la fois par la concurrence redoutable que l'industrie tchécoslovaque, favorisée par les conditions monétaires, faisait à plusieurs branches importantes de notre production, et par les droits excessifs ou les prohibitions qui empêchaient l'importation de nos marchandises sur le territoire tchécoslovaque.

En vertu de cet Arrêté royal, la plupart des produits tchécoslovaques de l'industrie verrière, céramique, mécanique, de l'industrie du papier, du bois, etc., étaient assujettis à des droits correspondant en moyenne au double de ceux du tarif minimum; inversement, les produits de l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise se virent appliquer avec rigueur le régime des licences ou furent privés du bénéfice des droits conventionnels que la Tchécoslovaquie accordait successivement à la France, à l'Italie et à l'Autriche.

La discrimination douanière était, par conséquent, réciproque. Un tel état d'hostilité économique ne pouvait se prolonger. Des échanges de vues se poursuivirent pour y mettre fin.

La Tchécoslovaquie nous demandait le traitement de la nation la plus favorisée qui devait lui assurer, sur notre territoire le bénéfice d'un tarif douanier fort modéré et d'une liberté entière des importations.

La Belgique, d'accord avec le Grand-Duché de Luxembourg, subordonnait ce traitement à deux conditions, à défaut desquelles l'accord n'eut point été équitable à ses yeux. Elle demandait que fut écarté l'obstacle que mettaient à

l'importation de ses produits en Tchécoslovaquie, d'une part, le régime des licences, et d'autre part, les droits excessifs.

L'acceptation par la Tchécoslovaquie de ces deux conditions constitue, à notre point de vue, le résultat essentiel de l'accord qui est intervenu.

L'article 8 consacre le principe de la liberté réciproque de commerce et de navigation, entre les territoires des pays respectifs. Sans doute, les Parties Contractantes conservent la faculté, dans le cas où des circonstances anormales le commanderaient, de maintenir ou d'introduire certaines prohibitions ou restrictions. Mais cette faculté est entourée de telles garanties qu'en fait le régime des licences n'empêchera plus en aucune manière nos importations en Tchécoslovaquie.

Le second obstacle que nous avions à écarter était celui des droits de douane excessifs. Les difficultés à surmonter étaient ici particulièrement grandes. Elles étaient dues à l'orientation générale de la politique commerciale de la Tchécoslovaquie et au fait que les importations de l'Union Economique en Tchécoslovaquie, demeurées jusqu'ici minimales, comparativement avec celles de nos concurrents, ne nous permettaient pas d'apporter une justification complète de nos demandes.

D'importants droits conventionnels nous ont cependant été consentis par la Tchécoslovaquie. Ils sont inscrits dans la liste A annexée au traité. On peut les ranger en deux catégories.

Les premiers concernent des articles pour lesquels la Tchécoslovaquie avait déjà accordé antérieurement des réductions à d'autres Etats et pour lesquels nous sommes néanmoins parvenus à élargir encore les concessions déjà faites. C'est le cas des produits horticoles, des fils de laine cardée, des cuirs et ouvrages en cuir, des produits photographiques, des écrémeuses, de l'amidon.

Les seconds s'appliquent à des articles pour lesquels les droits autonomes n'avaient point été abaissés jusqu'ici. Les réductions que nous avons obtenues sont, pour cette raison, plus importantes. Elles atteignent généralement 40 à 50 p. c. du droit autonome et s'élèvent même dans certains cas jusqu'à 60 ou même 80 p. c. A cette seconde catégorie appartiennent les racines de chicorée, les tissus de lin, les papiers parchemin, certains articles techniques en cuir, les armes.

Le cas de la soie artificielle, des armes et des motocyclettes doit être signalé à part. Pour ces articles, qui présentent une grande importance pour notre pays, la Tchécoslovaquie projetait des relèvements de droits très sérieux. Il s'agissait d'écarter ou d'atténuer le préjudice dont nous étions menacés. Pour les armes, nous avons obtenu, suivant l'espèce, soit la consolidation du droit actuel, soit une réduction de ce droit. Pour la soie artificielle, actuellement exempte, nous avons obtenu que le droit éventuel ne dépasserait pas, pour la soie à la nitro-cellulose, dans laquelle notre production s'est en partie spécialisée, 7 couronnes le kilo. Pour les motocyclettes, le projet actuellement déposé prévoit un droit de 2.500 couronnes les 100 kilos ; la Tchécoslovaquie s'est engagée à ne point nous appliquer un droit supérieur à 1.700 couronnes.

La modération du tarif de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise ne justifiait pas l'octroi de réductions en échange de celles qui nous étaient accordées. Par contre, il était légitime de donner à nos cocontractants la garantie que, pour un certain nombre de marchandises les intéressant particulièrement, ils continueraient de bénéficier de ce régime favorable. C'est la raison pour laquelle nous avons consolidé les droits actuellement applicables à 42 articles énumérés à la liste B.

Le traité stipule dans son article 4 la clause réciproque de la nation la plus favorisée. Il aura donc pour effet de supprimer la protection exceptionnelle dont de nombreuses branches de notre industrie ont bénéficié à l'égard de la concurrence tchécoslovaque, depuis près de trois ans. Afin d'éviter tout danger de crise, il était prudent de prévoir un régime transitoire pendant lequel nos entreprises pourraient s'adapter au nouvel état de choses. C'est donc ce qui a été fait déjà dans l'accord commercial conclu le 4 avril dernier avec l'Allemagne. Suivant cet exemple, il a été prévu que, pour 14 articles tchécoslovaques, des droits différentiels — inférieurs toutefois à ceux qui sont actuellement en vigueur — resteront applicables jusqu'au 30 septembre prochain. Jusqu'à la même date, qui est précisément celle adoptée pour l'expiration du régime transitoire analogue prévu à l'égard de l'Allemagne, 14 marchandises belges seront réciproquement exclues du traitement de la nation la plus favorisée en Tchécoslovaquie.

Soucieux de rétablir le plus tôt possible des relations normales entre l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise et la Tchécoslovaquie, les deux Gouvernements ont convenu de mettre en vigueur, aussitôt après la signature du Traité, les dispositions des articles 5, 6 et 8, qui règlent l'échange des marchandises, réserve faite, toutefois, des quatorze articles dont il vient d'être question.

Le Traité comprend encore les clauses figurant habituellement dans nos accords commerciaux, en ce qui concerne l'établissement et l'exercice du commerce et de l'industrie, les obligations et prestations militaires, le régime fiscal, le transit, les transports par chemin de fer, la navigation, le statut des sociétés, les voyageurs de commerce et les échantillons, les agents consulaires, le transport des émigrants... Plusieurs de ces dispositions offrent, dans nos rapports avec la Tchécoslovaquie, un intérêt particulier.

Aucune limitation de durée n'est fixée à l'accord. Il pourra y être mis fin en tout temps, moyennant un préavis de six mois. Un délai de six mois devra, d'autre part, s'écouler avant qu'il puisse être dénoncé; une durée d'une année est ainsi assurée.

Telle est l'économie générale du Traité de commerce que le Gouvernement a l'honneur de soumettre à l'approbation du Parlement. Cet accord représente un compromis équitable entre les tendances opposées de la politique commerciale de l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise et de la Tchécoslovaquie. Il nous donne satisfaction sur deux points essentiels : la liberté des importations et la modération des droits de douane. Par là, tout en mettant un terme aux difficultés économiques qui ont jusqu'ici empêché le développement normal des échanges entre deux pays que tant d'autres raisons rapprochent, il ouvrira à notre production de nouveaux débouchés.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

EM. VANDERVELDE.

Traité de Commerce

entre l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise
et la République Tchécoslovaque.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES agissant tant en Son Nom qu'au Nom de SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE DUCHESSE DE LUXEMBOURG, en vertu d'accords existants, d'une part, et le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE d'autre part, désireux de favoriser les échanges commerciaux et de développer les relations économiques entre l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise et la Tchécoslovaquie, ont résolu de conclure un traité de commerce et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Monsieur de RAYMOND, G. A. F. G., Commandeur de l'Ordre de la Couronne, Officier de l'Ordre de Léopold, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE

Monsieur le D^r EDOUARD BÉNÈS, Ministre des Affaires Etrangères

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Les ressortissants de l'une des Parties Contractantes jouiront dans le territoire de l'autre Partie, en ce qui concerne l'établissement et l'exercice du commerce et de l'industrie, des mêmes droits, avantages, immunités, faveurs et exemptions que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

ARTICLE 2.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre Partie, de tout service militaire obligatoire, soit dans l'armée de terre, navale ou aérienne, soit dans la garde nationale ou la milice, ainsi que de toutes contributions imposées en lieu et place du service personnel. Ils seront exempts également de tous emprunts forcés ; ils ne seront astreints, en temps de paix et en temps de guerre, qu'aux prestations et réquisitions militaires imposées aux nationaux et ils auront réciproquement droit aux indemnités établies en faveur des nationaux par les lois en vigueur dans les deux pays. Ils ne seront empêchés d'aucune façon de remplir leur devoir militaire dans leur propre État.

ARTICLE 3.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes ne seront pas contraints à subir des charges ou à payer des impôts, taxes ou contributions, de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Ils jouiront, en outre, tant pour leur personne que pour leurs biens, droits et intérêts, de la même protection auprès des autorités et juridictions fiscales que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

ARTICLE 4.

Les droits et les taxes intérieurs perçus pour le compte de l'Etat, des provinces et des communes ou autres institutions publiques qui grèvent ou grèveront la production, la préparation ou la consommation des marchandises dans le territoire de l'une des Parties Contractantes, ne pourront pas frapper les produits de l'autre Partie d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits nationaux similaires, ou les produits originaires du pays tiers le plus favorisé.

ARTICLE 5.

Les articles, produits naturels ou fabriqués, de l'une des Parties Contractantes ne seront pas soumis à leur importation sur le territoire douanier de l'autre Partie, à des droits ou taxes — y compris toutes taxes supplémentaires et surtaxes — autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus sur les articles ou produits similaires d'un pays tiers quelconque.

Les exportations à destination du territoire douanier de l'une des Parties Contractantes ne seront pas grevées par l'autre Partie de droits de sortie ou taxes autres ou plus élevés que les exportations similaires à destination des pays les plus favorisés à cet égard.

A tous autres égards, chacune des Parties Contractantes s'engage en outre à ne pas soumettre l'autre, soit à l'importation, soit à l'exportation, à un traitement autre ou moins favorable que celui appliqué à un Etat tiers quelconque, notamment en ce qui concerne les prescriptions douanières et leur application, le mode de vérification et d'analyse des articles importés, les conditions du paiement des droits de douane et des taxes, la classification et l'interprétation des tarifs et l'exploitation des monopoles.

ARTICLE 6.

Les articles, produits naturels ou fabriqués, de l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise énumérés à la liste A ci-annexée, à leur importation en Tchécoslovaquie, et les articles, produits naturels ou fabriqués, de Tchécoslovaquie énumérés à la liste B ci-annexée, à leur importation dans le territoire de l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise, ne seront pas soumis à des droits d'entrée plus élevés que ceux indiqués auxdites listes.

ARTICLE 7.

Les Parties Contractantes se réservent d'exiger, à l'importation des marchandises, la présentation de certificats d'origine; elles conviennent d'appliquer en cette matière les dispositions de la Convention Internationale pour la simplification des formalités douanières conclue à Genève le 3 novembre 1923.

ARTICLE 8.

Il y aura, entre les territoires des deux Parties Contractantes, une liberté réciproque de commerce et de navigation.

Toutefois, les Parties Contractantes se réservent de prohiber ou de restreindre l'importation et l'exportation dans les cas suivants, et pour autant que ces prohibitions ou restrictions soient en même temps applicables à tous les autres pays se trouvant dans des conditions similaires :

- a) pour des raisons de sûreté publique ;
- b) pour des raisons de police sanitaire ou en vue d'assurer la protection des animaux et des plantes contre des maladies ou des parasites ;
- c) pour les approvisionnements de guerre dans des circonstances extraordinaires ;
- d) afin de pouvoir étendre aux marchandises étrangères des prohibitions ou restrictions qui sont fixées ou seraient éventuellement fixées ultérieurement par la législation intérieure, pour la production, le trafic, la consommation ou le transport des mêmes marchandises indigènes à l'intérieur du pays. Ce cas vise spécialement les marchandises qui font l'objet d'un monopole d'État ou d'une institution ayant le même caractère.

Au cas où les Parties Contractantes jugeraient nécessaires, par suite de circonstances anormales, de maintenir ou d'introduire pour certaines marchandises des prohibitions ou restrictions d'importation ou d'exportation, elles se communiqueraient réciproquement la liste de ces marchandises et se mettraient d'accord sur les contingents dans la limite desquels ces prohibitions éventuelles seraient levées.

Il est entendu que chaque levée de prohibition ou restriction, accordée par une Partie Contractante, même à titre temporaire, pour n'importe quel article qui resterait soumis au régime des licences, s'appliquerait immédiatement et inconditionnellement aux produits identiques ou similaires de l'autre Partie Contractante.

Les taxes et les autres conditions auxquelles serait subordonné l'octroi des licences ne seront, en aucun cas, moins favorables que celles accordées à tout autre pays.

Les deux Parties Contractantes auront soin que les licences d'importation ou d'exportation nécessaires soient délivrées dans le délai de trois jours au plus tard, à partir du jour du dépôt des demandes. Elles conviennent, au surplus, d'appliquer, en cette matière, les dispositions de la Convention Internationale pour la simplification des formalités douanières, conclue à Genève le 3 novembre 1923.

ARTICLE 9.

Le transit en provenance ou à destination de chacune des deux Parties Contractantes, par le territoire de l'autre Partie, est libre.

Les Parties Contractantes se réservent toutefois la faculté de prohiber ou de restreindre le transit dans les cas suivants, et pour autant que ces prohibitions ou restrictions soient en même temps applicables à tous les autres pays se trouvant dans des conditions similaires :

- a) pour des raisons de sûreté publique ;
- b) pour des raisons de police sanitaire ou en vue d'assurer la protection des animaux et des plantes contre des maladies ou des parasites ;
- c) pour les approvisionnements de guerre dans des circonstances extraordinaires ;
- d) pour les marchandises, faisant dans un des États contractants l'objet d'un monopole d'État.

Aucune taxe de transit ne sera perçue.

Les stipulations du présent article s'appliquent également aux marchandises en transit qui ont été transbordées ou entreposées sous régime de douane, toujours sous la condition que soit garanti, conformément aux prescriptions en vigueur l'accomplissement des mesures de précaution destinées à empêcher que les marchandises ne demeurent à l'intérieur du pays.

ARTICLE 10.

Sur les chemins de fer, les deux Parties Contractantes n'appliqueront au trafic des personnes, à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises à destination ou en provenance du territoire de l'autre Partie Contractante, des barèmes de transport ni des frais accessoires autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être appliqués au trafic des personnes et des marchandises susdites, à destination ou en provenance du pays le plus favorisé.

ARTICLE 11.

Les navires belges et leurs cargaisons jouiront dans la République Tchécoslovaque, et les navires tchécoslovaques et leurs cargaisons jouiront dans l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, sous tous les rapports, en se conformant aux lois du pays dont ils visitent les ports, du même traitement que les navires nationaux et leurs cargaisons, ou que les navires de la nation la plus favorisée et leurs cargaisons.

Le Gouvernement tchécoslovaque s'engage à ne prendre, directement ni indirectement, aucune mesure et à ne conclure avec les Gouvernements ou organismes étrangers aucun accord ayant pour effet d'éliminer ou de défavoriser, par rapport au pavillon tchécoslovaque ou tiers, les navires et le commerce maritime belges, pour ce qui concerne notamment les transports des biens, passagers et émigrants, de Tchécoslovaquie ou d'un État étranger qui traverseraient une partie du territoire tchécoslovaque et quelle que soit la voie ou le port emprunté ou à emprunter.

De son côté, le Gouvernement belge prend le même engagement en ce qui concerne les navires et le commerce maritime tchécoslovaques.

La nationalité des navires sera reconnue, de part et d'autre, conformément aux lois et ordonnances de chaque pays, sur la foi des documents et papiers de bord délivrés par les autorités compétentes.

Les certificats de jaugeage délivrés par les autorités compétentes des deux États contractants seront réciproquement reconnus.

ARTICLE 12.

En considération de la situation géographique spéciale de la République Tchécoslovaque, l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise consent à considérer comme originaires et en provenance de la République Tchécoslovaque, les marchandises tchécoslovaques importées dans l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise par les voies et dans les conditions ci-après définies :

1° Les marchandises transportées à Hambourg par la voie de l'Elbe et transbordées dans la zone franche tchécoslovaque de ce port à destination d'un port belge devront faire l'objet, à leur départ de la République Tchécoslovaque, d'un connaissance direct pour l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise ; à défaut

de connaissance direct, elles devront être accompagnées, à leur arrivée dans les ports belges, d'un connaissance afférent au trafic maritime et d'une copie certifiée du connaissance afférent au trafic fluvial, prouvant qu'elles n'ont subi de rupture de charge que dans la zone tchécoslovaque du port de Hambourg.

Aussi longtemps que la zone tchécoslovaque du port de Hambourg n'aura pas été régulièrement constituée et munie d'un service de contrôle suffisant, la marchandise devra être accompagnée à son arrivée dans l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise d'une attestation du représentant consulaire belge, marquant qu'elle n'a pas subi, lors de son transbordement dans le port de Hambourg, de manutention de nature à lui faire perdre son identité.

2° Les marchandises expédiées par voie ferrée vers les ports de Hambourg et de Brême devront être accompagnées pour le parcours terrestre, par une lettre de voiture internationale directe de la station du chemin de fer tchécoslovaque, pour un de ces ports et par un connaissance afférent au trafic maritime, délivré par l'armateur qui effectue le transport par mer. La lettre de voiture annexée au susdit connaissance prouvera que la marchandise n'a subi de rupture de charge que dans le port maritime sur lequel elle était dirigée.

L'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise pourra exiger, en outre, une attestation de ses représentants consulaires dans lesdits ports prouvant que ces marchandises n'y ont point subi de manutention de nature à leur faire perdre leur identité.

3° Les conditions stipulées au paragraphe précédent s'appliqueront de même aux marchandises expédiées par la voie ferrée, vers les ports de Trieste et de Fiume.

Réciproquement, les conditions ci-dessus pourront être exigées par la République Tchécoslovaque pour considérer comme originaires et en provenance de l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise, les marchandises de ladite Union Économique importées en Tchécoslovaquie par les voies et dans les conditions ci-dessus définies.

Les Parties Contractantes sont d'accord qu'au cas où les attestations relatives à l'identité des marchandises qui ont subi une rupture de charge ne pourraient être délivrées par leurs représentants consulaires, ceux-ci pourront déléguer leurs pouvoirs à cet effet aux représentants consulaires d'une autre Puissance, ou, sous réserve de l'assentiment de l'autre Partie, à toute personne qualifiée.

Chacune des Parties Contractantes pourra, d'ailleurs, si elle renonce à exiger l'attestation ci-dessus prévue, relative à l'identité de la marchandise, exiger une attestation par le transporteur qui a établi le connaissance relatif à la seconde partie du voyage, de l'identité des marchandises transportées par lui avec celles qui sont portées au connaissance relatif à la première partie du voyage.

ARTICLE 13.

Les sociétés anonymes et autres sociétés commerciales, industrielles ou financières, y compris les compagnies de navigation, qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Parties Contractantes et qui, d'après les lois de cette Partie, y sont dûment constituées, verront leur existence juridique reconnue sur le territoire de l'autre Patrie, et pourront notamment, en se conformant aux prescriptions légales qui y sont en vigueur à cet égard, ester en justice, soit comme demandereses, soit comme défenderesses.

Lesdites sociétés, ainsi que leurs filiales, succursales et agences, jouiront à

tous égards du traitement accordé aux sociétés similaires de la nation la plus favorisée, étant entendu que l'admission à l'exercice de leur commerce et de leur industrie demeure régie par les lois et prescriptions en vigueur à cet égard dans les pays respectifs.

ARTICLE 14.

Les négociants, les fabricants et autres industriels qui prouveront par la possession d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leur pays qu'ils sont autorisés à exercer un commerce ou une industrie dans le territoire de l'une des Parties Contractantes où ils ont leur domicile, et qu'ils y acquittent les impôts et taxes légales, pourront, dans le territoire de l'autre Partie Contractante, soit personnellement, soit par des commis-voyageurs à leur service, faire des achats de marchandises chez les négociants, dans les lieux de vente ouverts au public ou chez les producteurs, recueillir des commandes chez les négociants, dans les magasins de ceux-ci ou chez les personnes qui utilisent dans leurs entreprises des marchandises analogues à celles qui sont offertes; ils ne seront soumis de ce chef à aucune taxe ou redevance spéciale; ils pourront être munis d'échantillons et de modèles.

Les deux Parties Contractantes conviennent d'appliquer en cette matière les dispositions de la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières conclue à Genève, le 3 novembre 1923; le droit de la nation la plus favorisée restant d'ailleurs réciproquement sauvegardé.

ARTICLE 15.

Chacune des Parties Contractantes admettra conformément aux règles et usages habituels, les consuls de l'autre Partie sur toutes les places de commerce où sont admis les consuls d'un pays tiers. Par consul, il faut comprendre toute personne investie de fonctions consulaires.

Les consuls de l'une des Parties Contractantes jouiront, à charge de réciprocité, sur le territoire de l'autre Partie, des mêmes attributions, privilèges et immunités que ceux dont jouissent les consuls d'un pays tiers quelconque, étant entendu toutefois qu'aucune des Parties Contractantes ne pourra exiger, en vertu de cette disposition, des attributions, privilèges et immunités plus étendus que ceux concédés par elle-même aux consuls de l'autre Partie Contractante.

Les Parties Contractantes se réservent de conclure ultérieurement une convention consulaire spéciale.

ARTICLE 16.

Les navires, compagnies de navigation ou entreprises d'émigration de chacune des Parties Contractantes bénéficieront dans le territoire de l'autre Partie du traitement national ou du traitement le plus favorable accordé à un pays tiers quelconque en tout ce qui concerne le transport des émigrants provenant de leurs territoires respectifs, ou y ayant passé en transit et s'embarquant dans un port quelconque.

Le présent article n'affecte toutefois en rien les dispositions des Lois et Règlements relatifs aux conditions auxquelles est subordonné soit l'autorisation du transport des émigrants, soit l'établissement d'agences par ces compagnies ou entreprises.

ARTICLE 17.

Les deux Parties Contractantes conviennent de conclure ultérieurement un accord spécial sur la protection réciproque des travailleurs.

ARTICLE 18.

Chacune des Parties Contractantes s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir d'une manière effective les articles, produits naturels ou fabriqués, originaires de l'autre Partie Contractante, contre la concurrence déloyale dans les tractations commerciales, notamment à réprimer et à prohiber par la saisie ou par toute autre sanction appropriée, conformément à sa propre législation, l'importation, l'entreposage et l'exportation ainsi que la fabrication, la circulation, la vente et la mise en vente à l'intérieur, de tous produits portant sur eux-mêmes ou sur leur conditionnement immédiat ou sur leur emballage extérieur des marques, noms, inscriptions ou signes quelconques comportant directement ou indirectement de fausses indications sur l'origine, l'espèce, la nature ou les qualités spécifiques de ces articles.

ARTICLE 19.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Bruxelles aussitôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des ratifications.

Il pourra être dénoncé par chacune des Parties Contractantes, sous réserve d'un préavis de six mois, cette dénonciation ne pourra toutefois pas intervenir avant l'expiration d'un délai de six mois, à compter de la date de la mise en vigueur du traité.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité et y ont apposé leur cachet.

Fait en double exemplaire à Praha, le 28 décembre mil neuf cent vingt-cinq.

L. DE RAYMOND.

D^r Edward BÉNÈS.

Protocole de signature.

Au moment de signer le Traité de Commerce en date de ce jour, les Parties Contractantes ont décidé de préciser au présent Protocole de signature les conditions d'application de certains articles dudit Traité :

A l'article 3 :

I. — La clause de la nation la plus favorisée ne saurait être invoquée par les Parties Contractantes à l'égard des conventions spéciales que l'une ou l'autre des Parties ont conclues ou pourraient conclure en vue d'éviter la double imposition en matière de contributions directes.

A l'article 5 :

II. — Les Parties Contractantes conviennent, en ce qui concerne les produits naturels ou fabriqués, de Tchécoslovaquie énumérés à l'annexe I, d'une part, et les produits naturels ou fabriqués, de l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise énumérés à l'annexe II, d'autre part, de différer jusqu'à la date du 30 septembre 1926 l'application des dispositions des articles 5 et 6 du traité ; toutefois, en ce qui concerne les produits indiqués au N° 895 de l'annexe I et le N° 244 de l'annexe II, l'application des dispositions de l'article 5 du traité ne sera différée que jusqu'à la date du 31 mars 1926.

Pendant les délais respectifs ci-dessus mentionnés, les droits d'entrée, indiqués aux dites annexes du présent Protocole seront réciproquement applicables, sous réserve de la faculté, pour la Tchécoslovaquie, de modifier éventuellement les droits inscrits à l'annexe II, qui ont un caractère autonome.

A l'article 6 :

III. — Pour les articles inscrits aux annexes A et B, les droits prévus sont applicables aussi longtemps que le cours mensuel moyen du dollar ou de la livre sterling ou le cours moyen de ces deux devises, ces cours étant calculés en fonction de chacune des monnaies nationales respectivement de Bruxelles et de Prague, ne marquera pas une augmentation de plus de 10 p. c. par rapport au cours moyen du dollar ou de la livre sterling ou au cours moyen de ces deux devises pendant l'année 1925, ces cours étant calculés comme ci-dessus indiqué.

Au cas où une telle augmentation viendrait à se produire, chacune des Parties Contractantes aurait la faculté d'adapter les droits aux conditions nouvelles, de telle manière que les dits droits gardent la valeur qu'ils avaient par rapport au cours moyen du dollar ou de la livre sterling ou au cours moyen de ces deux devises pendant l'année 1925, ces cours étant calculés comme ci-dessus.

Les droits devront être ramenés à leur niveau primitif, aussitôt que le cours mensuel moyen du dollar ou de la livre sterling ou le cours moyen de ces deux devises ne marquera plus, par rapport au cours moyen du dollar ou de la livre sterling ou au cours moyen de ces deux devises pendant l'année 1925, une augmentation supérieure à 10 p. c.

IV. L'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise se réserve la faculté de convertir en droits spécifiques équivalents, les droits *ad valorem* consolidés en vertu du présent traité.

V. Au cas où la Tchécoslovaquie modifierait le régime douanier actuellement en vigueur pour les produits ci-dessous indiqués, les nouveaux droits ne pourront dépasser, pour les produits d'origine et de provenance de l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise, les taux fixés ci-dessous :

Soie artificielle de nitrocellulose, même retorse, blanche, écrue, non teinte :

- | | | |
|--------------------------|-----|---------------------|
| 1) simple, K. L. | Kc. | 700 par 100 kilogr. |
| 2) retorse | Kc. | 900 » |

Motocyclettes pesant plus de 120 kilogr. (sans side-cars) :

- | | | |
|--|-----|-----------------------|
| Jusqu'au 30 septembre 1926 | Kc. | 1,800 par 100 kilogr. |
| A partir du 1 ^{er} octobre 1926 | Kc. | 1,700 » |

VI. Au numéro 613 de la liste A, le droit conventionnel de 104 couronnes par 100 kilogr., pour l'amidon de riz, sera applicable même à l'amidon emballé en petits paquets.

Au sujet de l'interprétation du tarif douanier de l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise, il a été convenu ce qui suit :

VII. Au numéro 382 : A l'égard des médicaments préparés, préparations dosées et spécialités pharmaceutiques, qui sont importés en cachets, ampoules ou comprimés non logés dans l'emballage qui passe dans les mains de l'acheteur au détail, il y a lieu de calculer les droits d'après les mêmes bases que toutes les marchandises tarifées *ad valorem* et importées de façon identique.

VIII. Aux numéros 845-846 : Tenant compte des intérêts de l'industrie tchécoslovaque, le Gouvernement belge étudiera la possibilité de préciser la distinction à faire, dans l'application du tarif douanier de l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise, entre la gobeletterie ordinaire, d'une part, et la gobeletterie de cristal et de demi-cristal, d'autre part.

A l'article 8 :

IX. Pour les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise, à l'égard desquels des prohibitions ou restrictions d'importation sont maintenues, le régime fixé à l'annexe III du présent Protocole sera applicable.

Fait à Praha, le 28 décembre 1925.

L. DE RAYMOND.

D^r Edward BÉNÈS.

LISTE A.

Droits à l'entrée dans le territoire tchécoslovaque.

N° du tarif tchécoslovaque.	Désignation des marchandises.	Droits d'entrée. Kc h
		Par 100 kg.
33 a	Raisins frais : du 1 ^{er} décembre au 31 juillet	240
	» du 1 ^{er} août au 30 novembre	300
Ex. 37	Fruits non spécialement dénommés, frais :	
Ex. a	Fruits fins de table : Pêches : du 1 ^{er} juin au 31 octobre	80
Ex. 43	Légumes non spécialement dénommés et autres produits végétaux à l'usage de la cuisine, frais :	
Ex. a	Légumes fins de table : asperges, du 1 ^{er} novembre au 31 mai	130
	» » » épinards, du 1 ^{er} novembre au 31 mars	156
Ex. 56	Plantes vivantes (même en pots ordinaires, en baquets ou similaires) :	
c	Oignons à fleurs, tubercules à fleurs et souches (rhizomes, bulbes)	48
Ex. e	Autres, y compris les jets, les boutures, les greffes et les pousses : azalées des Indes	Exemptes.
57	Racines de chicorée, séchées (non torréfiées) même coupées	35
Ex. 201	Articles pour usages techniques :	
c	Courroies de transmission	1,190
Ex. 207	Tissus en fils de lin ou en fils de ramie, non façonnés (avec une simple armure fondamentale) :	
Ex. a	Écrus :	
3	Ayant plus de 160 fils en chaîne et trame dans un carré de 2 centimètres de côté	3,000
Ex. b	Blanchis, lessivés, teints, imprimés, tissés en couleurs :	
3	Ayant plus de 160 fils en chaîne et trame dans un carré de 2 centimètres de côté	3,000
208	Tissus en fils de lin ou en fils de ramie, façonnés (avec armure fondamentale variable, ou autrement façonnés, à l'exception des damas) :	
a	Écrus :	
1	Ayant jusqu'à 160 fils en chaîne et trame dans un carré de 2 centimètres de côté	1,900

N° du tarif tchécoslovaque.	Désignation des marchandises.	Droits d'entrée. Kč h
		Par 100 kg.
2	Ayant plus de 160 fils en chaîne et trame dans un carré de 2 centimètres de côté	3,000 .
b	Blanchis, lessivés, teints, imprimés, tissés en couleurs :	
1	Ayant jusqu'à 80 fils en chaîne et trame dans un carré de 2 centimètres de côté	2,000
2	Ayant 81 jusqu'à 160 fils en chaîne et trame dans un carré de 2 centimètres de côté	3,000
3	Ayant plus de 160 fils en chaîne et trame dans un carré de 2 centimètres de côté	3,800
209	Damas de toute sorte, même écrus :	
a	Écrus :	
1	Ayant jusqu'à 160 fils en chaîne et trame dans un carré de 2 centimètres de côté	1,900
2	Ayant plus de 160 fils en chaîne et trame dans un carré de 2 centimètres de côté	3,000
b	Blanchis, lessivés, teints, imprimés, tissés en couleurs :	
1	Ayant jusqu'à 80 fils en chaîne et trame dans un carré de 2 centimètres de côté	2,000
2	Ayant 81 jusqu'à 160 fils en chaîne et trame dans un carré de 2 centimètres de côté	3,000
3	Ayant plus de 160 fils en chaîne et trame dans un carré de 2 centimètres de côté	3,800
Ex. 219	Articles de corderie et articles pour usages techniques :	
d	Courroies de transmission	900
Ex. 226	Fils cardés et fils non spécialement dénommés du genre des fils cardés :	
a	Écrus, simples.	195
b	Écrus, doubles ou à plusieurs bouts	300
Ex. 239	Articles pour usages techniques :	
d	Courroies de transmission	1,000
Ex. 291	Papier parchemin : non véritable (simili sulfurisé).	260
Ex. 292	Papier préparé pour la photographie :	
b	Sensible à la lumière	600
Ex. 320	Articles pour usages techniques :	
d	Courroies de transmission	1,000

N° du tarif tchécoslovaque.	Désignation des marchandises.	Droits d'entrée. Kč h
		Par 100 kg.
Ex. 328	Cuir de bœuf et de cheval, travaillé à la façon du cuir à semelles (même pour courroies de transmission) :	
Ex. a	En croupons :	
1	Tanné à l'aide d'écorces dans les limites d'un contingent annuel de 150 quintaux métriques. . .	493
	<i>Remarque.</i> — Le dédouanement de ces croupons au taux ci-dessus ne pourra se faire que par un bureau de douane à déterminer.	
Ex. 329	Cuir de bœuf et de cheval, non travaillé à la façon du cuir à semelles, même complètement apprêté, mais non verni :	
	<i>Observation.</i> — Cuir pour la fabrication des cardes (y compris les dos à cardes et rubans à cardes) sur permis et moyennant les conditions et le contrôle à déterminer par voie d'ordonnance . . .	300
332	Peaux de mouton et d'agneau tannées, non teintées, non autrement préparées :	
a	Refendues du côté de la chair	100
b	Autres	300
	<i>Observation.</i> — Les peaux de mouton et d'agneau simplement tannées, non autrement préparées, pour la fabrication des cuirs destinés à la maroquinerie, à l'ornementation, à la reliure, etc., à l'exclusion toutefois des peaux destinées à la fabrication des chaussures et des gants, sur permis spécial suivant les conditions à déterminer par ordonnance.	100
Ex. 342	Articles en cuir non spécialement dénommés :	
Ex. a	Entièrement en cuir ou combinés avec des matières ordinaires ou fines : cuirs à chapeaux	1,300
Ex. 344	Articles pour usages techniques :	
b	Courroies de transmission plates, ainsi que courroies de chasse :	
1	En cuir tanné à l'aide d'écorces	910
2	En cuir tanné à l'aide de matières grasses ou minérales, ainsi qu'en peaux brutes	1,040
c	Cordons de transmission en cuir, ronds ou à arêtes, même tordus	900
d	Articles pour usages techniques non spécialement dénommés, en cuir ou en peau brute, tels que godets transporteurs, chasse-navettes, roues dentées, manchons, disques et anneaux pour joints et similaires	1,775

N° du tarif tchécoslovaque.	Désignation des marchandises.	Droits d'entrée. Kč h
		Par 100 kg.
	Lanières de couture	1,040
	Lanières pour continues	1,310
	<i>Observation.</i> — Manchons pour continues ou bobinoirs, bandes et plaques pour taquets, plaques à volants, pour la filature et le tissage, sur permis et moyennant les conditions et le contrôle à déterminer par ordonnance.	650
Ex. 361	Articles non spécialement dénommés en matières à tourner et à sculpter autres que le bois :	
Ex. c	En écume de mer, lave, celluloïde, etc. :	
	Films	1,200
Ex. 478	Armes et parties d'armes :	
Ex. b	Armes à feu :	
Ex. 3	Armes à feu portatives, achevées, autres, même très finement ouvrees :	
	Pistolets automatiques	3,000
	Fusils sans chien	3,000
	Fusils à chien	2,700
	Fusils automatiques	2,250
	Revolvers	2,250
Ex. 488	Métaux communs bruts, vieux en débris ou en déchets :	
b	Étain, même allié à de l'antimoine, du plomb ou du zinc ; métal anglais	Exempts
d	Cuivre (même purifié), cuivre obtenu par l'électrolyse, cuivre en rosettes et cuivre de cémentation	Exempts
530	Machines et appareils agricoles non spécialement dénommés :	
	<i>Observation.</i> — Ecrémeuses.	360
597	Oxydes et bases, spécialement dénommés :	
f	Acide arsénieux	8.40
Ex. 613	Amidon (ainsi que farine d'amidon) : amidon de riz ainsi que farine d'amidon de riz	104
Ex. 626	Couleurs non spécialement dénommées : bleu d'outremer	500
Ex. 653	Son (même son d'amandes) ; déchets de riz ; germes de malt ; balle ; résidus solides de la fabrication des huiles grasses, même moulus, etc. :	
	Tourteaux	Exempts.

(s) L. DE RAYMOND.

(s) D' Edward BÉNÈS.

LISTE B.

Droits à l'entrée dans le territoire de l'Union Économique
belgo-luxembourgeoise.

N° du tarif de l'Union Économique.	Désignation des marchandises.	Droits d'entrée.	
		Fr.	C.
		Par 100 kg.	
Ex. 51	Grains, même torréfiés : ex. f) orge	Exempt.	
106	Graines et semences de plantes fourragères, indus- trielles et forestières	Exemptes.	
131	Houblon a) cônes	40	
	» b) lupuline	80	
Ex. 305	Oxydes et anhydrides, non dénommés ni compris ailleurs : peroxyde de sodium.	Exempt.	
Ex. 307	Acides : e) fluorhydrique	Exempt.	
	» ex. o) formique	Exempt.	
308	Potasse caustique cristallisée ou raffinée	15	
Ex. 396	Teintures dérivées du goudron de houille à l'état sec ou en pâte : Ex. e) teintures noires au soufre	Exemptes.	
Ex. 509	Tissus de bonneterie : en soie artificielle.	15 p. c. ad valorem.	
817	Carreaux de revêtement (autres que pour pavement), en grès, en terre fine ou en faïence : a) blancs	34	
	b) autres : 1) unicolores	30	
	2) multicolores	42	
852	Perles en verre et autres vitrifications en grains percés ou taillés, pour broderies, passementeries, colliers, chapelets, etc.	5 p. c. ad valorem	
Ex. 1059	Appareils à vaporiser, chauffer, distiller et simi- laires, pour sucreries, siroperies, raffineries, bras- series, distilleries et glucoseries : b) contenant plus de 50 p. c. de cuivre, pesant : — 250 kilogrammes et plus	210	
	— moins de 250 kilogrammes.	300	
	c) contenant au moins 10 p. c. et pas plus de 50 p. c. cuivre, pesant : — 250 kilogrammes et plus	120	
	— moins de 250 kilogrammes.	150	
Ex. 1154	Chaussures en tissus, feutres, lisières et autres ouvrages de matières textiles, avec semelles en cuir ou en caoutchouc : Ex. b) bottines et souliers : 2) — en tissus ou étoffes autres, sans gar- nitures fantaisie ni broderie : avec semelle en cuir.	Par paire. 3	

(s) L. DE RAYMOND.

(s) D' Edward BÉNÈS.

ANNEXE I
du Protocole de signature.

LISTE spéciale des marchandises pour lesquelles à leur importation dans le territoire de l'Union Économique belgo-luxembourgeoise, l'application de l'article 5 est différée pendant les délais fixés au Protocole de signature.

N° du tarif de l'Union Economique.	Désignation des marchandises.	Droits d'entrée.	
		Fr.	C.
		Par 100 kg.	
743	Papier pour journaux.	8	»
Ex 831	Verre en feuilles ou plaques, simplement coulé, moulé ou comprimé :		
	<i>b)</i> verre armé (coulé sur toile métallique) . . .	15	»
	<i>c)</i> verre imprimé ou diamanté :		
	1) blanc	22	50
	2) coloré	26	25
	<i>d)</i> verre martelé ou strié, sablé, rayé ou losangé; verre prismatique, ondulé . . .	15	»
Ex. 845	Gobeletterie de verre ordinaire, sans combinaison avec d'autres matières, non dénommées ailleurs :		
	<i>b)</i> simplement moulée avec relief, ou avec bou- chons façonnés ou ornements par la taille, le rodage à l'émeri, etc.	108	»
846	Gobeletterie de cristal ou de demi-cristal :		
	— jusqu'au 31 mars 1926	30 p. c.	<i>ad valorem.</i>
	— du 1 ^{er} avril jusqu'au 30 septembre 1926 . . .	25 p. c.	<i>ad valorem.</i>
895	Tubes et tuyaux, même coupés à longu ^{eur} déterminée :		
	<i>a)</i> étirés à chaud, qu'ils soient ou non soudés par n'importe quel système ou sans soudure :		
	1° non ouvrés	30	»
	2° ouvrés	37	50
	<i>b)</i> étirés à froid :		
	1° non ouvrés	54	»
	2° ouvrés	63	»
	<i>c)</i> étamés, plombés ou galvanisés.	63	»
	<i>d)</i> cuivrés, nickelés, émaillés, y compris les tubes et tuyaux en bi-métal	90	»
	<i>e)</i> tubes pour vélocipèdes, motocycles et appa- reils d'aviation, d'une épaisseur de paroi de 15 dixièmes de millimètres ou moins :		
	1° non ouvrés	108	»
	2° ouvrés	135	»

N° du tarif de l'Union Economique.	Désignation des marchandises.	Droits d'entrée.	
		Fr.	C.
Ex. 1025	Machines à vapeur fixes toujours séparées de leurs chaudières (1); pompes à vapeur et autres, actionnées mécaniquement; compresseurs d'air et de gaz divers; moteurs à pétrole, à alcool, à air chaud, à air comprimé et à tout autre mélange gazeux ou explosif (2) et tous autres moteurs non spécialement dénommés : a) à piston; b) sans piston.	Par 100 kg. Droits fixés par l'arrêté royal belge du 17 septembre 1925.	
1027	Machines à vapeur demi-fixes, y compris les chaudières, pesant : — 20,000 kilogrammes et plus — de 6,000 à 20,000 kilogrammes — moins de 6,000 kilogrammes	75 » 90 » 112 50	
1040	Machines-outils (3) pesant : — 25,000 kilogrammes et plus — de 10,000 à 25,000 kilogrammes — de 5,000 à 10,000 kilogrammes — de 1,000 à 5,000 kilogrammes — de 250 à 1,000 kilogrammes — moins de 250 kilogrammes	72 » 90 » 108 » 126 » 180 » 360 »	
Ex. 1059	Appareils à vaporiser, chauffer, distiller et similaires pour fabriques de liqueurs, levures, conserves, parfumeries, confiseries, pour pharmacies, cuisines, teinturerie et toutes autres industries (4), y compris les tuyaux en cuivre façonnés ou cintrés : a) en aluminium ou contenant au moins 10 p. c. d'aluminium; b) contenant plus de 50 p. c. de cuivre; c) contenant au moins 10 p. c. et pas plus de 50 p. c. de cuivre	Droits fixés par l'arrêté royal belge du 17 septembre 1925,	
Ex. 1064	Machines, engins mécaniques et appareils complets, non spécialement tarifés : a) en aluminium ou contenant au moins 10 p. c. d'aluminium; c) en cuivre ou contenant plus de 50 p. c. de cuivre; d) contenant au moins 10 p. c. et pas plus de 50 p. c. de cuivre.	Droits fixés par l'arrêté royal belge du 17 septembre 1925.	

(1) A l'exception des machines à vapeur fixes à piston.

(2) A l'exception des moteurs à gaz.

(3) A l'exception des machines ci-après dénommées : machines-outils d'un poids de plus de 60 tonnes; machines à tailler les engrenages; machines à rectifier; machines à scier, à scie circulaire, pour métaux; machines à tailler les limes; machines à affûter les outils; tours d'horlogers.

(4) A l'exception des appareils pour sucreries, siroperies, raffineries, brasseries, distilleries et glucoseries.

N° du tarif de l'Union Economique.	Désignation des marchandises.	Droits d'entrée.	
		Fr.	C.
Ex. 1074	Appareils servant à régler l'écoulement des fluides dans les conduites, tels que accessoires et garnitures pour chaudières, machines à vapeur, appareils industriels, et pour tuyauterie d'eau, de vapeur, d'air et de gaz (soupapes, robinets, vannes, valves, indicateurs de niveau, purgeurs, injecteurs, élévateurs, éjecteurs, réducteurs de pression et similaires) :	Par 100 kg.	
	b) en fer, en acier ou en fonte malléable ;	Droits fixés par l'arrêté royal belge du 17 septembre 1925.	
	c) en cuivre ou contenant plus de 50 p. c. de cuivre ;		
	d) formés d'au moins 10 p. c. et pas plus de 50 p. c. de cuivre ou de nickel ou d'alliages de ces métaux avec d'autres métaux communs ;		
	e) en aluminium.		
1075	Machines dynamo-électriques (1), pesant par pièce :		
	— 5,000 kilogr. et plus	108	»
	— de 2,000 à 5,000 kilogr.	126	»
	— de 1,000 à 2,000 kilogr.	162	»
	— de 50 à 1,000 kilogr.	225	»
	— de 10 à 50 kilogr.	450	»
	— moins de 10 kilogr.	630	»
Ex. 1082	Pièces pour l'électricité, en porcelaine, faïence, terre cuite, grès ou verre, sans partie de métal ni d'autres matières, non dénommés ailleurs :		
	a) isolateurs à cloche, pesant par pièce :		
	— 100 grammes et plus	54	»
	— moins de 100 grammes	90	»
	d) autres, pesant par pièce :		
	— 500 grammes et plus	40	»
	— de 100 à 500 grammes	64	»
	— moins de 100 grammes	120	»
Ex. 1089	Appareils électriques et électro-techniques, parties ou pièces détachées d'appareils électriques et électrotechniques, de machines dynamo-électriques et		

(1) Y compris les électro-moteurs, transformateurs statiques et convertisseurs.

N° du tarif de l'Union Economique.	Désignation des marchandises.	Droits d'entrée. Fr. C.	
Ex. 1089		Par 100 kg.	
	pour les applications de l'électricité sous toutes leurs formes, non spécialement tarifés (à l'exception des fers à repasser électriques) :		
	a) contenant des enroulements de fils métalliques isolés et pesant par pièce :		
	— 1,000 kg. et plus	180	»
	— de 200 à 1,000 kg.	270	»
	— de 50 à 200 kg.	360	»
	— de 10 à 50 kg.	450	»
	— moins de 10 kg.	630	»
	b) ne contenant pas d'enroulements de fils métalliques isolés et pesant par pièce :		
	— 1,000 kg. et plus.	126	»
	— de 200 à 1,000 kg.	180	»
	— de 50 à 200 kg.	270	»
	— de 10 à 50 kg.	360	»
	— de 5 à 10 kg.	540	»
	— de 1 à 5 kg.	630	»
	— moins de 1 kg.	720	

(s) L. DE RAYMOND,

(s) D^r Edward BÉNÈS.

ANNEXE II
du Protocole de signature.

LISTE spéciale des marchandises pour lesquelles à leur importation dans le territoire tchécoslovaque, l'application de l'article 5 est différée pendant les délais fixés au Protocole de signature.

N° du Tarif tchécoslovaque.	Désignation des marchandises.	Droits d'entrée	
		Kö.	h.
		par 100 kg.	
Ex. 95	Acide stéarique	280	»
Ex. 97	Dégras et acide oléique :		
a	Acide oléique (oléine).	120	»
205	Fils de chanvre etc. :		
a	— simples, écrus	72	»
b	— simples, blanchis, lessivés, ou teints	240	»
c	— retors.	860	»
d	Préparés pour la vente au détail :		
1	— simples	860	»
2	— retors	1,660	»
206	Fils de jute, etc. :		
a	— simples, écrus	72	»
b	— simples, blanchis, lessivés ou teints :		
	— fils de jute, retors	240	»
c	— Préparés pour la vente au détail :		
1	— simples.	860	»
2	— retors	1,660	»
	Observation aux Nos 205 et 206. — Fils connus sous le nom de fils pour lieuses en pelotes ou sur dévidoirs.	84	»
291	Papier - parchemin	400	»
Ex. 394	Plaques de pierre d'une épaisseur de 16 cm. au moins (à l'exception des plaques d'ardoise et de pierres lithographiques :		
Ex. a	— brutes (dégrossies, fendues, sciées) :		
2	— en albâtre, marbre ou serpentine	42	»
Ex. b	Ayant subi une main-d'œuvre plus complète, même passées à la meule ou polies :		
2	— en albâtre, marbre, serpentine	140	»

N° du Tarif tchécoslovaque.	Désignation des marchandises.	Droits d'entrée.	
		Kô.	h.
		Par 100 kg.	
439	Tuyaux en fer battu, laminés ou étirés, ou en fonte malléable, même avec collets bordés, soudés ou corroyés à l'exception des pièces de raccord de même espèce; tuyaux ondulés :		
a	— bruts, même frottés, avec pas de vis ou avec collets forés ou tournés	248	»
b	— ayant subi un autre travail ordinaire	320	»
c	— finement travaillés	464	»
Ex. 491	Tôles et plaques (laminées, étendues), non autrement travaillées :		
c	— de zinc	144	»
Ex. 538	Machines et appareils non spécialement dénommés, etc. :		
	Machines-outils, pesant par pièce :		
Ex. a	— 2 q. ou moins	750	»
Ex. b	— plus de 2 q. jusqu'à 10 q.	700	»
Ex. c	— plus de 10 q.	600	»
539	Dynamos et moteurs électriques, etc., pesant par pièce :		
a	— 25 kg. ou moins	2.160	»
b	— plus de 25 kg, jusqu'à 5 q.	1.500	»
c	— plus de 5 q. jusqu'à 30 q.	1.290	»
d	— plus de 30 q. jusqu'à 80 q.	1.080	»
e	— plus de 80 q.	720	»
Ex. 599	Sels de potassium, de sodium et d'ammonium, spécialement dénommés :		
m/ 1.	— Chromate de potassium et de sodium (jaune) et bichromate de potassium et de sodium (rouge).	145	»
Ex. 602	Combinaisons de cuivre, de plomb, de zinc et d'étain, spécialement dénommées :		
Ex. f	Nitrate de cuivre; nitrate de plomb; chlorure de zinc; sulfure de zinc blanc; lithopone, blanc de Griffith :		
	— Lithopones	480	»
Ex. 626	— Couleurs non spécialement dénommées : bleu d'Outremer	720	»

(s) L. DE RAYMOND,

(s) Dr Edward BÉNÈS.

ANNEXE III DU PROTOCOLE DE SIGNATURE.

Régime des licences applicables aux produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de l'Union Économique belgo-luxembourgeoise, mentionnés au Protocole de signature.

Les produits énumérés dans la liste ci-dessous seront admis, à leur importation en Tchécoslovaquie, dans la limite des contingents annuels fixés dans ladite liste :

Numéros du tarif tchéco- slovaque.	Désignation des produits.	Contingent.
26-23, 30, 33	Céréales et farines	2,000 tonnes
35 a	Raisins frais de table en paniers pesant 9 kilos ou moins	100 »
41, ex. 43, ex. 44	Légumes à (l'exception des pommes de terre, à l'égard desquelles les demandes de licences seront prises en considération selon les prescriptions en vigueur)	1,000 »
Ex. 49 b, 50, Ex. 52, 53.	Semences	20 »
71	Chevaux appartenant aux races dites brabançonne, flamande et ardennaise, avec certificat du vétérinaire désigné par le Gouvernement belge, constan- tant que les chevaux importés appartiennent aux races susmentionnées.	800 têtes.
109 et 110	Vins.	1,000 hecto- litres.
617	Superphosphates	10,000 tonnes.

Pour les autres produits, originaires et en provenance de l'Union Économique belgo-luxembourgeoise, à l'égard desquels des prohibitions ou restrictions d'importation sont maintenues, les contingents applicables seront fixés ultérieurement, étant entendu que dans l'intervalle un accueil bienveillant sera réservé aux demandes de licences d'importation pour lesdits produits, en Tchécoslovaquie.

(s) E. DE RAYMOND.

(s) Dr Edward BÉNÈS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 JANUARI 1926.

Wetsontwerp

tot goedkeuring van het Handelsverdrag tusschen het Belgisch-Luxemburgsch economisch Verbond en Tsjechoslowakije.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIXE HEEREN,

Tot nu toe worden onze handelsbetrekkingen met Tsjechoslowakije door geen enkel bij overeenkomst bepaald statuut beheerscht. Sedert verscheidene jaren hebben beide Regeeringen menigmaal daaromtrent gedachten gewisseld. Het sluiten van een akkoord stuitte op de ernstigste moeilijkheden. De beiderzijds toegepaste tolstelsels waren grootendeels in tegenstelling met elkaar. Dat van het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond is gekenmerkt door een gematigd tolltarief en door vrijhandel; dat van Tsjechoslowakije, door het protectionisme dat eigen is aan het meerendeel der landen van Midden- en Oost-Europa, en door de strenge reglementeering der ruilingen.

Gezien de onmogelijkheid om tot een billijke regeling te komen, onderwierp het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond de voornaamste Tsjechoslowaksche goederen aan differentieele rechten. Deze maatregel, toegepast door het Koninklijk besluit van 29 Mei 1923, was tegelijkertijd gerechtvaardigd door de geduchte concurrentie welke de Tsjechoslowaksche nijverheid, begunstigd door den muntstandaard, verschillende belangrijke takken onzer voortbrengst aandeel, en door de overdreven rechten of de verboden die den invoer onzer koopwaren in het Tsjechoslovakisch grondgebied verhinderden.

Krachtens dit Koninklijk besluit was het meerendeel der Tsjechoslowaksche producten der glas-, pottenbakkers-, mekanische-, papier-, houtnijverheid, enz., onderworpen aan rechten die gemiddeld overeenkwamen met het dubbele van die van het minimumtarief; omgekeerd werd op de voortbrengselen van het Belgisch Luxemburgsch-Economisch Verbond het stelsel der vergunningen streng toegepast of werd hun het voordeel der bij overeenkomst bepaalde rechten ontnegd, dat door Tsjechoslowakije achtereenvolgens aan Frankrijk, Italië en Oostenrijk verleend werd.

Van weerszijden werd er dus een verschil van behandeling op tolgebied gemaakt. Een dergelijke toestand van economische vijandschap kon niet blijven duren. Gedachtenwisselingen hadden plaats om er een einde aan te stellen.

Tsjechoslowakije vroeg ons de behandeling van de meestbegunstigde natie, welke aan dit land op ons grondgebied het voordeel moest verzekeren van een zeer gematigd tolltarief en van een volledige vrijheid van invoer.

België, in overleg met het Groot-Hertogdom Luxemburg, maakte deze behandeling afhankelijk van twee voorwaarden, bij gebreke waarvan het accoord in zijne oogen niet billijk zou geweest zijn. Het vroeg dat de hinderpalen zouden worden weggenomen welke den invoer zijner voortbrengselen in Tsjechoslowakije in den weg stonden, namelijk eenerzijds het stelsel der vergunningen en anderzijds de overdreven rechten. Het aannemen door Tsjechoslowakije van deze twee voorwaarden maakt voor ons den voornaamsten uitslag van het getroffen accoord uit.

Artikel 8 bevestigt het beginsel van de wederzijdse vrijheid van handel en van scheepvaart tusschen de grondgebieden der respectieve landen. Ongetwijfeld behouden de Verdragsluitende Partijen het recht, ingeval abnormale omstandigheden het noodig zouden maken, zekere verboden of beperkingen te handhaven of in te voeren. Maar dit recht is met zulke waarborgen omringd dat feitelijk het stelsel der vergunningen onze invoeren in Tsjechoslowakije op geenerlei wijze meer zal verhinderen.

De tweede hinderpaal dien wij hadden te verwijderen waren de overdreven tolrechten. Hier waren de te overwinnen moeilijkheden bijzonder groot. Zij waren te wijten aan de algemeene richting der Tsjechoslowakische handelspolitiek en aan het feit dat de invoer van het Economisch Verbond in Tsjechoslowakije tot nu toe in vergelijking met dien onzer concurrenten gering gebleven, ons niet toeliet onze eischen geheel te rechtvaardigen.

Belangrijke bij overeenkomst bepaalde rechten werden ons nochtans door Tsjechoslowakije toegestaan. Zij zijn opgenomen in de bij het verdrag gevoegde lijst A. Men kan ze in twee categorieën rangschikken.

De eerste reeks rechten heeft betrekking op de artikelen waarvoor Tsjechoslowakije reeds vroeger verminderingen had toegestaan aan andere Staten en waarvoor wij er nochtans in gelukt zijn de reeds gedane toegevingen nog te doen uitbreiden. Dat is het geval voor tuinbouwvoortbrengselen, garens van gekaarde wol, leder en lederwerken, fotografische producten, ontroomers en stijfzel.

De tweede reeks is toepasselijk op artikelen waarvoor tot nu toe de autonome rechten nog in 't geheel niet verlaagd werden. De verminderingen die wij verkregen hebben zijn, om die reden, van meer belang. Zij bedragen over het algemeen 40 tot 50 t. h. van het autonome recht en bereiken zelfs in sommige gevallen 60 t. h. of zelfs wel 80 t. h. Tot deze tweede categorie behooren de bitterpeeeën, de linnenweefsels, de perkamentpapieren, zekere technische artikelen in leder, de wapenen.

Het geval der kunstzijde, der wapenen en der motocycles moet afzonderlijk vermeld worden. Voor deze artikelen, die voor ons land van groot belang zijn, had Tsjechoslowakije zeer ernstige verhoogingen van rechten ontworpen. Het kwam er op aan de dreigende schade af te wenden of te verminderen. Voor de wapenen hebben wij, volgens de soort, hetzij de consolideering van het huidige recht, hetzij eene vermindering van dit recht, verkregen. Voor de kunstzijde, welke thans vrij is, hebben wij verkregen dat het eventueele recht op kunstzijde uit nitro-cellulose, waarin onze voortbrengst zich gedeeltelijk gespecialiseerd heeft, niet meer zou bedragen dan 7 kronen per kilo. Voor de motocycles voorziet het thans neergelegde ontwerp een recht van 2,500 kronen per 100 kilos; Tsjechoslowakije heeft er zich toe verbonden op ons geen recht toe te passen dat hooger is dan 1,700 kronen.

De gematigdheid van het tarief van het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond rechtvaardigde het toekennen niet van verminderingen in ruil voor deze welke ons verleend werden.

Daarentegen was het billijk aan de andere Partij den waarborg te geven dat, voor een zeker aantal waren waarbij zij bijzonder belang heeft, zij het voordeel van dit gunstig regime verder zou genieten.

Daarom hebben wij de rechten die thans van toepassing zijn op 12 in lijst B opgesomde artikels bestendigd.

Artikel 4 van het verdrag stipuleert de wederzijdsche clausule van meestbegunstiging. Gezegd verdrag zal dus als uitwerksel hebben de afschaffing der uitzonderlijke bescherming waarvan fabriekse takken onzer nijverheid sedert bijna drie jaar ten opzichte der Tsjechoslowaksche concurrentie het voordeel hebben genoten. Ten einde elk gevaar van crisis te vermijden, was het voorzichtig een overgangsregime te voorzien gedurende hetwelk onze ondernemingen zich aan den nieuwen toestand zouden kunnen aanpassen. Zulks is reeds geschied in het op 4 April jl. met Duitschland gesloten handelsakkoord. Volgens dit voorbeeld werd er voorzien dat er voor 14 Tsjechoslowaksche artikels differentieele rechten, — lager evenwel dan deze welke thans van kracht zijn, — tot op 30 September aanstaande van toepassing zullen blijven. Tot op denzelfden datum, die juist deze is welke aangenomen werd voor het verstrijken van het soortgelijk overgangsregime voorzien ten opzichte van Duitschland, zullen 14 Belgische waren wederkeerig uitgesloten worden van de behandeling der meestbegunstiging in Tsjechoslowakije.

Ten zeerste wenshende zoo spoedig mogelijk normale betrekkingen tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond en Tsjechoslowakije te herstellen, zijn beide Regeeringen overeengekomen bij vervroeging, onmiddellijk na de onderteekening van het Verdrag, de beschikkingen van artikels 5, 6 en 8 waarbij de uitwisseling der waren wordt geregeld, in werking te stellen, onder voorbehoud evenwel der 14 artikels waarvan zooeven sprake geweest is.

Het verdrag bevat verder de bepalingen die gewoonlijk in onze handelsverdragen voorkomen, wat betreft het oprichten en het uitoefenen van handel en nijverheid, de militaire verplichtingen en diensten, het belastingregime, den doorvoer, het vervoer per spoor, de scheepvaart, het statuut der maatschappijen, de handelsreizigers en de monsters, de consulaire agenten, het vervoer van landverhuizers... Verschillende dezer beschikkingen zijn in onze betrekkingen met Tsjechoslowakije van bijzonder belang.

Er is geen beperking van duur voor dit akkoord vastgesteld. Er zal te allen tijde een einde kunnen aangesteld worden, mits zes maand op voorhand te verwittigen. Anderzijds zal er een tijdperk van zes maand moeten verstrijken vooraleer het kan opgezegd worden; aldus is er een minimum-duur van één jaar verzekerd.

Dusdanig is de algemeene economie van het handelsverdrag dat de Regeering de eer heeft aan de goedkeuring van het Parlement te onderwerpen. Dit akkoord maakt een billijk vergelijk uit tusschen de tegenstrijdige strekkingen der handelspolitiek van het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond en van Tsjechoslowakije. Het geeft ons voldoening op twee hoofdpunten: de vrijheid van invoer en de gematigdheid der douanerechten. Door aldus een einde te stellen aan de economische moeilijkheden die tot hiertoe de normale ontwikkeling der handelsbetrekkingen belet hebben tusschen twee landen tusschen dewelke reeds zooveel andere redenen tot toenadering bestaan, zal het aan onze produkten nieuwe afzetgebieden bezorgen.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

EM. VANDERVELDE.

Handelsverdrag

**tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond
en de Tsjechoslowaksche Republiek.**

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN, handelend zoowel in Zijnen Naam als in Naam van **HARE KONINKLIJKE HOOGHEID DE GROOTHER-TOGIN VAN LUXEMBURG**, krachtens bestaande verdragen aan de eene zijde, en de **PRESIDENT DER TSJECHOSLOWAKSCHE REPUBLIEK** aan de andere zijde, wenshende de handelsbetrekkingen te bevorderen en de economische betrekkingen te ontwikkelen tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond en Tsjechoslowakije, hebben besloten een handelsverdrag te sluiten en hebben tot Hunne Gevolmachtigden benoemd :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Mijnheer **DE RAYMOND G. A. F. G**, Commandeur der Orde van de Kroon, Officier der Leopolds Orde, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigde Minister.

DÉ PRESIDENT DER TSJECHOSLOWAKSCHE REPUBLIEK :

Mijnheer **D^r ED. BENES**, Minister van Buitenlandsche Zaken.

welke, na hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten aan elkander medegedeeld te hebben, overeengekomen zijn aangaande de volgende artikelen :

ARTIKEL ÉÉN.

De onderhoorigen van eene der Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied der andere Partij, wat het inrichten en het uitoefenen van eenigen handel of eenige nijverheid betreft, dezelfde rechten, voordeelen, vrijdommen, gunsten en vrijstellingen genieten als de onderhoorigen der meestbegunstigde natie.

ARTIKEL 2.

De onderhoorigen van elke der Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied der andere Partij, vrijgesteld zijn van elken verplichten militairen dienst, hetzij in het landleger, de marine of de luchtvloot, hetzij in de burgerwacht of de militie, zoowel als van alle belastingen opgelegd in vervanging van den persoonlijken dienstplicht. Zij zullen eveneens vrijgesteld zijn van alle gedwongen leeningen; in vredes- en in oorlogstijd zullen zij slechts onderworpen zijn aan de militaire dienstleveringen en opeischingen die aan de onderhoorigen van het land zelf opgelegd zijn en zullen zij, omgekeerd, recht hebben op de vergoedingen vastgesteld, ten voordeele van de onderhoorigen van het land zelf, door de in beide landen van kracht zijnde wetten. Zij zullen op geenerlei wijze verhinderd worden hun militairen plicht in hun eigen Staat te vervullen.

ARTIKEL 3.

De onderhoorigen van elk der Verdragsluitende Partijen zullen niet genoodzaakt worden andere of hoogere lasten te dragen of belastingen, taxen of

bijdragen, van welken aard ook, te betalen, dan die welke opgelegd zijn of zouden worden aan de onderhoorigen van de meestbegunstigde natie.

Zij zullen, bovendien, zoowel voor hunnen persoon als voor hunne goederen, rechten en belangen, bij de fiscale overheden en rechtbanken dezelfde bescherming genieten als de onderhoorigen van de meestbegunstigde natie.

ARTIKEL 4.

De binnenlandsche rechten en taxen geheven voor rekening van den Staat, de provincies en de gemeenten of andere openbare instellingen, die op het voortbrengen, het vervaardigen of het verbruiken van koopwaren gelegd zijn of zullen worden in het grondgebied van eene der Verdragsluitende Partijen, zullen de voortbrengselen der andere Partij op geene zwaardere noch meer hinderlijke wijze mogen treffen dan de gelijkaardige nationale producten, of de voortbrengselen afkomstig van het derde meestbegunstigde land.

ARTIKEL 5.

De artikelen, natuurlijke of vervaardigde voortbrengselen, van eene der Verdragsluitende Partijen zullen bij hunnen invoer op het tolgebied van de andere Partij niet onderworpen zijn aan andere of hoogere rechten of taxen — met inbegrip van al de bijkomende taxen en supertaxen — dan die welke geheven worden of zullen worden op de gelijkaardige artikelen of voortbrengselen van om het even welk derde land.

De uitvoeren met bestemming naar het tolgebied van eene der Verdragsluitende Partijen zullen door de andere Partij niet belast worden met andere of hoogere uitvoerrechten of taxen dan de gelijkaardige uitvoeren met bestemming naar de te dien opzichte meestbegunstigde landen.

In alle andere opzichten verbindt elk der Verdragsluitende Partijen er zich bovendien toe de andere, hetzij bij den invoer, hetzij bij den uitvoer, niet aan een andere of minder gunstige behandeling te onderwerpen dan die op gelijk welken derden Staat toegepast, inzonderheid wat betreft de tolvoorschriften en hunne toepassing, de wijze van nazien en ontleden der ingevoerde artikelen, de voorwaarden van betaling der tolrechten en der taxen, de rangschikking en de uitlegging der tarieven en de exploitatie der monopolien.

ARTIKEL 6.

De artikelen, natuurlijke en vervaardigde voortbrengselen, van het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond opgesomd in de hierbijgevoegde lijst A, zullen bij hunnen invoer in Tsjechoslowakije, en de artikelen, natuurlijke of vervaardigde voortbrengselen, van Tsjechoslowakije opgesomd in de hierbijgevoegde lijst B, zullen bij hunnen invoer in het gebied van het Belgisch-Luxemburgsch Verbond aan geen hoogere invoerrechten worden onderworpen dan die aangeduid in gezegde lijsten.

ARTIKEL 7.

De Verdragsluitende Partijen behouden zich het recht voor, bij den invoer der koopwaren de overlegging van getuigschriften van oorsprong te eischen; zij komen overeen te dier zake de beschikkingen toe te passen van de Internationale Overeenkomst voor de vereenvoudiging der tolformaliteiten gesloten te Genève op 3 November 1923.

ARTIKEL 8.

Tusschen de grondgebieden van beide Verdragsluitende Partijen zal er een wederzijdsche vrijheid van handel en scheepvaart bestaan.

Echter behouden de Verdragsluitende Partijen zich het recht voor den invoer en den uitvoer te verbieden of te beperken in de volgende gevallen, en voor zoover deze verboden of beperkingen terzelfder tijd toepasselijk zijn op al de andere landen die zich in gelijkaardige omstandigheden bevinden :

- a) om redenen van openbare veiligheid;
- b) om redenen van gezondheidspolitie of ten einde de bescherming der dieren en der planten tegen ziekten of parasieten te verzekeren;
- c) met het oog op de oorlogsbevoorrading in buitengewone omstandigheden.
- d) ten einde tot de vreemde goederen de verboden of beperkingen te kunnen uitstrekken, die bepaald zijn of eventueel naderhand door de inlandsche wetten zouden bepaald kunnen worden, voor de voortbrengst, het verkeer, het verbruik of het vervoer derzelfde inlandsche goederen binnen de grenzen van het land. Daardoor worden inzonderheid de waren bedoeld die het voorwerp uitmaken van een Staatsmonopolie of van een gelijkaardige instelling.

Ingeval de Verdragsluitende Partijen het ten gevolge van abnormale omstandigheden noodig zouden achten voor zekere koopwaren verboden of beperkingen van in- of uitvoer te handhaven of in te voeren zullen zij de lijst van deze koopwaren aan elkander mededeelen en met elkander overeenkomen aangaande de contingenten binnen welker grenzen deze eventuele verboden zouden opgeheven worden.

Het is verstaan dat elke opheffing van verbod of beperking, door een Verdragsluitende Partij verleend, zelfs tijdelijk, voor gelijk welk artikel dat aan het regime der vergunningen onderworpen zou blijven, onmiddellijk en onvoorwaardelijk toepasselijk zou zijn op dezelfde of gelijkaardige voortbrengselen van de andere Verdragsluitende Partij.

De taxen en de andere voorwaarden waarvan het verleenen der vergunningen zou afhangen, zullen in geen geval minder gunstig zijn dan diegene aan eenig ander land verleend.

De beide Verdragsluitende Partijen zullen er voor zorg dragen dat de noodige in- of uitvoervergunningen afgegeven worden binnen ten laatste drie dagen, te rekenen van den dag van nederlegging der aanvragen. Zij komen bovendien overeen te dezer zake de beschikkingen toe te passen van de Internationale Overeenkomst voor de vereenvoudiging der talformaliteiten gesloten te Genève, op 3 November 1923.

ARTIKEL 9.

De doorvoer komende van of met bestemming naar elk der beide Verdragsluitende Partijen door het grondgebied der andere Partij is vrij.

De Verdragsluitende Partijen behouden zich echter het recht voor den doorvoer te verbieden of te beperken in de volgende gevallen, en voor zoover deze verboden of beperkingen terzelfder tijd toepasselijk zijn op al de andere landen die zich in gelijkaardige omstandigheden bevinden.

- a) om redenen van openbare veiligheid ;
- b) om redenen van gezondheidspolitie of ten einde de bescherming der dieren en der planten tegen ziekten of parasieten te verzekeren ;
- c) met het oog op de oorlogsbevoorrading in buitengewone omstandigheden ;
- d) voor de koopwaren die in een der Verdragsluitende Staten het voorwerp van een Staatsmonopolie uitmaken.

Geen enkele doorvoertaxe zal geïnd worden.

De beschikkingen van dit artikel zijn eveneens van toepassing op de goederen in doorvoer die onder tolregime overgeladen of in entrepôts opgeslagen zijn geweest, steeds onder voorwaarde dat, overeenkomstig de van kracht zijnde voorschriften, de uitvoering der voorzorgsmaatregelen bestemd om te vermijden dat de goederen in het land blijven, gewaarborgd zij.

ARTIKEL 10.

Op de Spoorwegen zullen beide Verdragsluitende Partijen op het verkeer van personen, op den invoer, den uitvoer en den doorvoer van goederen met bestemming naar of komende uit het grondgebied der andere Verdragsluitende Partij geene andere noch hoogere vervoerbarema's of bijkomende kosten toepassen dan die welke toegepast worden of zouden worden op het verkeer van bovenvermelde personen en goederen, met bestemming naar of komende uit het meestbegunstigde land.

ARTIKEL 11.

De Belgische schepen en hunne ladingen zullen in de Tsjechoslowaksche Republiek, en de Tsjechoslowaksche schepen en hunne ladingen zullen in het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond in alle opzichten en mits zich te gedragen naar de wetten van het land waarvan zij de havens bezoeken, dezelfde behandeling genieten als de schepen van het meestbegunstigde land en dezer ladingen.

De Tsjechoslowaksche Regeering gaat de verbintenis aan, rechtstreeks noch onrechtstreeks, eenigen maatregel te nemen, noch met de vreemde Regeeringen of organismen eenige overeenkomst te sluiten die voor uitwerking heeft, ten opzichte van de Tsjechoslowaksche of van een derde vlag, de Belgische schepen of den Belgischen zeehandel uit te schakelen of te benadeelen, inzonderheid wat betreft het vervoer van goederen, reizigers en landverhuizers, van Tsjechoslowakije of van een vreemden Staat die door een gedeelte van het Tsjechoslowaksche grondgebied zouden gaan en welke ook de gebruikte of de te gebruiken weg of haven zij.

Van haren kant gaat de Belgische Regeering dezelfde verplichting aan wat de Tsjechoslowaksche schepen en den Tsjechoslowakschen zeehandel betreft.

De nationaliteit der schepen zal van beide kanten erkend worden overeenkomstig de wetten en verordeningen van elk land, op gezag van de door de bevoegde overheden afgeleverde documenten en scheepspapieren.

De meetbrieven afgeleverd door de bevoegde overheden van beide Verdragsluitende Staten zullen wederzijds erkend worden.

ARTIKEL 12.

Ter wille van de bijzondere aardrijkskundige ligging der Tsjechoslowaksche Republiek, stemt het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond er in toe te beschouwen als herkomstig en uitgevoerd uit de Tsjechoslowaksche Republiek, de Tsjechoslowaksche waren ingevoerd in het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond langs de wegen en in de voorwaarden hieronder bepaald :

1° De waren vervoerd naar Hamburg langs de Elbe en overgeladen in de Tsjechoslowaksche vrije zone van deze haven met bestemming naar eene Belgische haven zullen, bij hun vertrek uit de Tsjechoslowaksche Republiek, het voorwerp moeten uitmaken van een rechtstreeksch cognossement voor het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond ; bij gebrek aan een rechtstreeksch

cognossement zullen zij, bij hunne aankomst in de Belgische havens, moeten vergezeld zijn van een cognossement voor het vervoer ter zee en van een gelijkvormig verklaard afschrift van het cognossement voor het vervoer langs binnenwateren, waarbij wordt bewezen dat zij slechts in de Tsjechoslowaksche zone van de haven van Hamburg overgeladen werden.

Zoolang de Tsjechoslowaksche zone der haven van Hamburg niet regelmatig zal ingericht en van een voldoende controle-dienst voorzien zijn, zal de waar bij hare aankomst in het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond moeten vergezeld zijn van een getuigschrift van den Belgischen consulaire vertegenwoordiger, waarbij verklaard wordt dat zij bij hare overlading in de haven van Hamburg geene bewerking ondergaan heeft van aard om haar hare identiteit te doen verliezen.

2° De waren verzonden per spoor naar de havens van Hamburg en van Bremen zullen voor het vervoer over land moeten vergezeld zijn van een rechtstreekschen internationalen vrachtbrief van de Tsjechoslowaksche spoorwegstatie, voor eene dezer havens, en van een cognossement voor het vervoer ter zee afgeleverd door den reeder die het vervoer ter zee onderneemt. De vrachtbrief gevoegd bij bovenvermeld cognossement zal bewijzen dat de waar slechts overgeladen werd in de zeehavens waarheen zij gezonden werd.

Het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond zal bovendien een getuigschrift van zijne consulaire vertegenwoordigers in gezegde havens mogen eischen waarbij wordt bewezen dat deze waren aldaar geene bewerking ondergaan hebben, van aard om haar hare identiteit te doen verliezen.

3. De in de voorafgaande paragraaf bepaalde voorwaarden zullen eveneens van toepassing zijn op de waren die per spoor verzonden worden naar de havens van Triëst en van Fiume.

Omgekeerd, zullen de voorafgaande voorwaarden kunnen geëischt worden door de Tsjechoslowaksche Republiek om te aanzien als herkomstig en uitgevoerd uit het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond, de waren van gezegd Economisch Verbond ingevoerd in Tsjechoslowakije langs de wegen en in de voorwaarden hierboven bepaald.

De Verdragsluitende Partijen zijn het er over eens dat, ingeval de getuigschriften betreffende de identiteit der waren die overgeladen werden niet zouden kunnen afgeleverd worden door hunne vertegenwoordigers, deze laatsten te dien einde hunne macht zullen kunnen opdragen aan de consulaire vertegenwoordigers van eene andere Mogendheid of, onder voorbehoud van de toestemming der andere Partij, aan iederen bevoegden persoon.

Iedere Verdragsluitende Partij zal trouwens, indien zij er van afziet het hierboven voorziene getuigschrift betreffende de identiteit van de waar te eischen, van den vervoerder die het cognossement betreffende het tweede gedeelte der reis opgemaakt heeft, een getuigschrift kunnen eischen vaststellend dat de door hem vervoerde waren dezelfde zijn als deze vermeld in het cognossement betreffende het eerste gedeelte der reis.

ARTIKEL 13.

Het gerechtelijk bestaan der naamloze en andere handels-, nijverheids- of financieele maatschappijen, met inbegrip der scheepvaartmaatschappijen, die hun zetel hebben op het grondgebied van eene der Verdragsluitende Partijen en die er, volgens de wetten dezer Partij, behoorlijk opgericht zijn, zal op het grondgebied der andere Partij erkend worden; deze maatschappijen zullen onder meer in

rechte mogen verschijnen, hetzij als klaagsters, hetzij als verweersters, mits zich te gedragen naar de wettelijke voorschriften die te dien opzichte op gezegd grondgebied van kracht zijn.

Gezegde maatschappijen, alsmede hunne bijkantoren, bijhuizen en agentschappen zullen in alle opzichten de behandeling genieten verleend aan de gelijksoortige maatschappijen der meestbegunstigde natie met dien verstande echter dat de toelating tot het uitoefenen van hunnen handel en van hunne nijverheid beheerscht blijft door de wetten en voorschriften die te dien opzichte in de respectieve landen van kracht zijn.

ARTIKEL 14.

De handelaren, de fabrikanten en andere nijveraars die door eene legitimatiekaart afgeleverd door de overheden van hun land zullen bewijzen dat het hun toegelaten is een handel of eene nijverheid uit te oefenen op het grondgebied van eene der Verdragsluitende Partijen waar zij hun woonplaats hebben en dat zij er de wettelijke belastingen en taxen betalen, zullen mogen, hetzij persoonlijk hetzij door in hunnen dienst zijnde handelsreizigers, op het grondgebied der andere Verdragsluitende Partij aankopen van waren doen bij de handelaars, in de voor het publiek toegankelijke verkoopplaatsen of bij de voortbrengers, bestellingen inzamelen bij de handelaars, in de magazijnen van deze laatsten of bij de personen die in hunne ondernemingen waren gebruiken gelijk aan deze die worden aangeboden, zij zullen uit dien hoofde aan geene bijzondere taxe of dito recht onderworpen zijn ; zij zullen stalen en modellen mogen bij zich hebben.

De twee Verdragsluitende Partijen zijn het eens om in dezen de beschikkingen toe te passen der Internationale Overeenkomst voor de vereenvoudiging der tolformaliteiten, gesloten te Genève op 3 November 1923, terwijl het recht der meestbegunstiging overigens wederzijds gevrijwaard blijft.

ARTIKEL 15.

Ieder der Verdragsluitende Partijen zal, overeenkomstig de gebruikelijke regels en gewoonten de consuls der andere Partij toelaten op al de handelsplaatsen waar de consuls van derde landen toegelaten worden. Door consul moet worden verstaan ieder persoon die een consulaire ambt bekleedt.

De consuls van een der Verdragsluitende Partijen zullen, op last van wederkerigheid, op het grondgebied der andere Partij, dezelfde bevoegdheid, voorrechten en vrijstellingen genieten als deze welke de consuls van om het even welk derde land genieten, met dien verstande nochtans dat geene der Verdragsluitende Partijen krachtens deze beschikking meer uitgebreide bevoegdheden, voorrechten en vrijstellingen zal mogen eischen dan deze welke door haarzelf aan de consuls der andere Verdragsluitende Partij worden toegekend.

De Verdragsluitende Partijen behouden zich het recht voor later eene bijzondere consulaire overeenkomst te sluiten.

ARTIKEL 16.

De schepen, scheepvaartmaatschappijen of ondernemingen van landverhuizing van ieder der Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied der andere Partij het voordeel genieten der nationale behandeling of der gunstigste behandeling verleend aan om het even welk derde Land, in al wat betrekking heeft op het vervoer van landverhuizers die van hunne respectieve grondgebieden komen of die er door gereisd zijn en zich in om het even welke haven inschepen.

Dit artikel zal evenwel in geenendeele afbreuk doen aan de beschikkingen der Wetten en Reglementen betreffende de voorwaarden waaraan hetzij de toelating tot het vervoer van landverhuizers, hetzij het oprichten van agentschappen door deze maatschappijen of ondernemingen, onderworpen is.

ARTIKEL 17.

Beide Verdragsluitende Partijen zijn het eens om later eene bijzondere overeenkomst over de wederzijdsche bescherming der arbeiders aan te gaan.

ARTIKEL 18.

Ieder der Verdragsluitende Partijen gaat de verplichting aan al de noodige maatregelen te nemen om de artikels, natuurlijke of gefabriceerde producten herkomstig uit de andere Verdragsluitende Partij op doeltreffende wijze te beschermen tegen de oneerlijke concurrentie in de handelsverrichtingen; zij gaat, onder meer, de verplichting aan door middel van beslagname of door elke andere geschikte sanctie, in overeenkomst met hare eigen wetgeving, den invoer, het opslaan in entrepot en den uitvoer, alsmede het fabriceren, het vervoer, den verkoop en het te koop stellen in het land te beteugelen en te verbieden van alle producten die zelf of waarvan de onmiddellijke conditionneering of de buitenverpakking voorzien zijn van merken, namen, opschriften of om het even welke teekenen behelzende rechtstreeks of onrechtstreeks valsche aanduidingen over den oorsprong, de soort, den aard of de specifieke hoedanigheden dezer artikels.

ARTIKEL 19.

Dit Verdrag zal bekrachtigd en de bekrachtigingen er van zullen uitgewisseld worden te Brussel zoodra zulks mogelijk zal zijn. Het zal van kracht worden den vijftienden dag na de uitwisseling der bekrachtigingen.

Het zal door ieder der Verdragsluitende Partijen kunnen opgezegd worden, onder voorbehoud van verwittiging zes maand op voorhand; deze opzegging zal evenwel niet mogen geschieden vóór het verstrijken van een termijn van zes maanden, te rekenen van den datum van het in werking treden van het Verdrag.

Ter oorkonde waarvan de Gevolmachtigden dit Verdrag onderteekend en er hunnen stempel op gedrukt hebben.

Gedaan in dubbel exemplaar te Praha, den 28 December 1925.

(g.) L. DE RAYMOND,

(g.) Dr Edward BÉNÈS.

Protocol van onderteekening.

Op het oogenblik der onderteekening van het Handelsverdrag op datum van heden, hebben de Verdragsluitende Partijen besloten in dit Protocol van onderteekening de voorwaarden van toepassing van enkele artikelen van gezegd Verdrag nader te bepalen :

Wat artikel 3 betreft :

I. — De clause van meestbegunstiging zou doore Verdragsluitende Partijen

niet kunnen ingeroepen worden ten opzichte der bijzondere overeenkomsten welke de eene of de andere der Partijen gesloten hebben of zouden kunnen sluiten ten einde de dubbele oplegging in zake rechtstreeksche belastingen te vermijden.

Wat artikel 5 betreft :

II. — De Verdragsluitende Partijen komen overeen, wat betreft de natuurlijke of vervaardigde voortbrengselen van Tsjechoslowakije, opgesomd in bijlage I, eenerzijds, en de natuurlijke of vervaardigde voortbrengselen van het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond, opgesomd in bijlage II, anderzijds, de toepassing der beschikkingen van artikels 5 en 6 van het Verdrag tot op datum van 30 September 1926 uit te stellen ; wat echter de voortbrengselen aangeduid in n° 895 van bijlage I en het n° 244a van bijlage II betreft, wordt de toepassing der beschikkingen van artikel 5 van het Verdrag slechts tot op 31 Maart 1926 uitgesteld.

Gedurende de hierboven vermelde respectieve termijnen, zullen de invoerrechten, aangegeven in gezegde bijlagen bij dit Protocol, wederkeurig toepasselijk zijn, onder voorbehoud van het recht, voor Tsjechoslowakije, om eventueel de in bijlage II ingeschreven rechten, welke een autonoom karakter hebben, te wijzigen.

III. — Wat artikel 6 betreft :

Voor de artikels ingeschreven in de bijlagen A en B, zijn de voorziene rechten toepasselijk zoolang de gemiddelde maandelijksche koers van den dollar of van het pond sterling of de gemiddelde koers dezer twee deviezen, deze koersen berekend zijnde in functie van elk der nationale munten respectievelijk op de beurzen van Brussel en Praag, geene verhooging zal aanwijzen van meer dan 10 t. h. in verhouding tot den gemiddelden koers van den dollar of van het pond sterling of tot den gemiddelden koers dezer twee deviezen gedurende het jaar 1925, deze koersen berekend zijnde zooals hierboven aangeduid.

Ingeval eene dergelijke verhooging zich zou voordoen, zou iedere der Verdragsluitende Partijen er toe gemachtigd zijn de rechten aan de nieuwe voorwaarden aan te passen, op zulke wijze dat gezegde rechten de waarde behouden welke zij hadden in verhouding tot den gemiddelden koers van den dollar of van het pond sterling of tot den gemiddelden koers dezer twee deviezen gedurende het jaar 1925, deze koersen berekend zijnde zooals hierboven.

De rechten zullen tot hun eerste peil moeten teruggebracht worden, zoodra de gemiddelde maandelijksche koers van den dollar of van het pond sterling of de gemiddelde koers dezer twee deviezen in verhouding tot den gemiddelden koers van den dollar of van het pond sterling of tot den gemiddelden koers dezer twee deviezen gedurende het jaar 1925, geene verhooging van meer dan 10 t. h. meer zal aanwijzen.

IV. Het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond behoudt zich het recht voor in gelijkwaardige specifieke rechten om te zetten de rechten *ad valorem* vastgesteld krachtens dit Verdrag.

V. Ingeval Tsjechoslowakije het thans van kracht zijnde tolregime voor de hieronder aangeduide producten zou wijzigen, zullen de nieuwe rechten, voor de producten herkomstig en uitgevoerd uit het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond, de hieronder vastgestelde bedragen niet mogen overtreffen :

Kunstzijde van nitrocellulose, zelfs getwijnde, witte, ongebleekte, niet geleverde :

- | | | | | | | | |
|--------------|---|---|---|---|-----|-----|-----------------|
| 1) enkele | . | . | . | . | Kc. | 700 | per 100 kilogr. |
| 2) getwijnde | . | . | . | . | Kc. | 900 | » |

Motoecycles wegende meer dan 120 kilogr. (zonder zijspanwagens) :

Tot 30 September 1926 . . . Kc. 1,800 per 100 kilogr.

Te beginnen van 1 October 1926 . Kc. 1,700 »

VI. Wat nummer 613 der lijst A betreft, zal het overeengekomen recht van 104 kronen per 100 kilogr. voor rijststijfsels, zelfs toepasselijk zijn op in kleine pakjes ingepakte rijststijfsel.

Aangaande de uitlegging van het toltarief van het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond, werd overeengekomen wat volgt :

VII. Wat nummer 382 betreft : Voor de bereide geneesmiddelen, gedoseerde, bereidingen en artsienijkundige specialiteiten welke ingevoerd worden in ouwels, ampullen of tabletten, niet ingepakt in de verpakking welke in de handen van den kooper in 't klein overgaat, dienen de rechten berekend volgens dezelfde basissen als voor al de andere koopwaren die *ad valorem* getarifeerd zijn en op gelijke wijze ingevoerd worden.

VIII. — Wat nummers 845-846 betreft :

Rekening houdend met de belangen der Tsjechoslowaksche nijverheid, zal de Belgische regeering de mogelijkheid onderzoeken om het onderscheid nader te bepalen dat in de toepassing van het toltarief van het Belgisch-Luxemburgsch Verbond dient gemaakt te worden tusschen het tafelglaswerk in gewoon glas, eenerzijds, en het tafelglaswerk in kristal of halfkristal anderzijds.

IX. — Wat artikel 8 betreft :

Voor de natuurlijke of vervaardigde voortbrengselen herkomstig en uitgevoerd uit het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond, aangaande welke er verboden of beperkingen van invoer behouden blijven, zal het in bijlage III van dit Prococol vastgestelde regime toepasselijk zijn.

Gedaan te Praha, den 28 December 1925.

L. DE RAYMOND.

D^r Edward BÉNÈS.



LIJST A.

**Rechten bij den invoer in het grondgebied
van Tsjechoslowakije.**

N° van het tarief van Tsjecho- slowakije.	Aanduiding der goederen.	Invoerrechten	
		Kc	h
		Per 100 kg.	
35 a	Versche druiven : van 1 December tot 31 Juli . . .	240	
	» van 1 Augustus tot 30 November.	300	
Ex. 37	Fruit niet afzonderlijk genoemd, versch :		
Ex. a	Fijn tafelfruit : Perziken : van 1 Juni tot 31 oc- tober	80	
Ex. 43	Groenten niet afzonderlijk genoemd en andere plantaardige voortbrengselen voor de keuken, versche :		
Ex. a	Fijne tafelgroenten : asperges : van 1 November tot 31 Mei	130	
	» » spinazie : van 1 November tot 31 Maart	156	
Ex. 56	Levende planten (zelfs in gewone potten, in bakjes of dergelijke) :		
c	Wortelknollen van bloemplanten, knobbels van bloemplanten en stonken (wortelstokken en bloembollen)	48	
Ex. e	Andere, met inbegrip van de loten, de scheuten, de entingen en de afzetsels : azalea's van Indië . .	Vrij.	
57	Bitterpeeeën, gedroogde (niet gebrande) zelfs ge- smeden	35	
Ex. 201	Artikelen voor technisch gebruik :		
c	Drijfriemen	1,190	
Ex. 207	Weefsels in garens van vlas of in garens van china- gras, niet gefatsoeneerd (met een eenvoudigen kepergrond) :		
Ex. a	Ongebleekt :		
3	Hebbende meer dan 160 draden in ketting en inslag in een vierkant van 2 centimeters zijde. . . .	3,000	
Ex. b	Gebleekt, gewasschen, geverfd, bedrukt, geweven in kleuren :		
3	Hebbende meer dan 160 draden in ketting en inslag in een vierkant van 2 centimeters zijde . . .	3,000	
208	Weefsels in garens van vlas of in garens van china- gras, gefatsoeneerd (met veranderlijken keper- grond of anders gefatsoeneerd, behalve damast) :		

N° van het tarief van Tsjecho- slowakije.	Aanduiding der goederen.	Invoerrechten. Kc h
		Per 100 kg.
Ex. a	Ongebleekt :	
1	Hebbende tot 160 draden in ketting en inslag in een vierkant van 2 centimeters zijde	1,900
2	Hebbende meer dan 160 draden in ketting en inslag in een vierkant van 2 centimeters zijde.	3,000
b	Gebleekt, gewasschen, geverfd, bedrukt, geweven in kleuren :	
1	Hebbende tot 80 draden in ketting en inslag in een vierkant van 2 centimeters zijde	2,000
2	Hebbende 81 tot 160 draden in ketting en inslag in een vierkant van 2 centimeters zijde	3,000
3	Hebbende meer dan 160 draden in ketting en inslag in een vierkant van 2 centimeters zijde	3,800
209	Damast van allen aard, zelfs ongebleekte :	
a	Ongebleekte :	
1	Hebbende tot 160 draden in ketting en inslag in een vierkant van 2 centimeters zijde	1,900
2	Hebbende meer dan 160 draden in ketting en inslag in een vierkant van 2 centimeters zijde	3,000
b	Gebleekt, gewasschen, geverfd, bedrukt, geweven in kleuren :	
1	Hebbende tot 80 draden in ketting en inslag in een vierkant van 2 centimeters zijde	2,000
2	Hebbende 81 tot 160 draden in ketting en inslag in een vierkant van 2 centimeters zijde	3,000
3	Hebbende meer dan 160 draden in ketting en inslag in een vierkant van 2 centimeters zijde	3,800
Ex. 219	Artikelen van tonwslagerijen en artikelen voor technisch gebruik :	
d	Drijfriemen	900
Ex. 226	Gekaarde garens en garens niet afzonderlijk genoemd van den aard van de gekaarde garens :	
a	Ongebleekte, enkele	195
b	Ongebleekte, getwijnd met twee of met meer draden.	300
Ex. 239	Artikelen voor technisch gebruik :	
d	Drijfriemen	1,000
Ex. 291	Perkamentpapier : niet echt (simili-gezwavelzuurd).	260

N ^o van het tarief van Tsjecho- slowakije.	Aanduiding der goederen.	Invoerrechten. Kc h
		Per 100 kg.
Ex. 202	Papier toebereid voor photographie :	
b	Gevoelig gemaakt voor licht	600
	Artikelen voor technisch gebruik :	
Ex. 320	Drijfriemen	1,000
d	Leder van ossen en van paarden, bewerkt zooals leder voor zolen (zelfs voor drijfriemen) :	
Ex. 328	In kernstukken (croupons) :	
Ex. a	Gelooid door middel van schors binnen de grenzen van eene jaarlijksche hoeveelheid van 150 metrieke centenaars	493
1	<i>Aanmerking.</i> — De inklaring dezer kernstukken aan hooger bedoelden voet kan slechts geschieden door een daartoe aan te duiden tolkantoor.	
Ex. 329	Leder van ossen en van paarden, niet bewerkt zooals leder voor zolen, zelfs heelemaal toebereid maar niet vernist :	
	<i>Aanmerking.</i> — Leder voor het vervaardigen van kaarden (met inberip der kaardruggen en der kaardbanden) op vertoon van eene toelating en mits de voorwaarden en het toezicht vast te stellen bij verordening.	300
332	Gelooide vellen van schapen en van lammeren, niet geverfd, niet anders toebereid :	
a	Gekloofd langs den vleeschkant.	100
b	Andere	300
	<i>Aanmerking.</i> — De vellen van schapen en van lam- meren enkel gelooid, niet anders toebereid voor het vervaardigen van leder bestemd voor maro- kijnwerk, ornamentatie, boekbinden, enz., ter uitsluiting echter der vellen bestemd voor het vervaardigen van schoenen en handschoenen, op vertoon van eene bijzondere toelating onder de voorwaarden vast te stellen bij de verordening .	100
Ex. 342	Artikelen in leder niet afzonderlijk genoemd :	
Ex. a	Geheel in leder of verbonden met gewone of fijne stoffen : leder voor hoeden	1,300
Ex. 344	Artikelen voor technisch gebruik :	
	Platte drijfriemen alsmede jachtriemen :	
1	In leder gelooid door middel van schors	910
2	In leder gelooid door middel van vette of van mine- rale stoffen, alsmede in ruw leder	1,040
c	Drijfkoorden in leder, ronde of met kanten, zelfs gedraaide	900
d	Artikelen voor technisch gebruik niet afzonderlijk genoemd, in leder of in ruw vel, zooals trans-	

N° van het tarief van Tsjecho- slowakije.	Aanduiding der goederen.	Invoerrechten.	
		Kc	h
		Per 100 kg.	
	porteeremmers, spoeldrijvers, tandraderen, moffen schijven en ringen voor voegen en dergelijke . . .	1,775	
	Naairiemen	1,040	
	Voorspinkaarderiemen	1,310	
	<i>Aanmerking.</i> — Hulzen voor spinkaarden of voor worgmachines, banden en bladen voor klampen, vleugelbladen voor spinnerijen en weverijen, op vertoon van eene toelating en mits de voor- waarden en het toezicht vast te stellen bij veror- dening	650	
Ex. 361	Artikelen niet afzonderlijk genoemd in stoffen bestemd om gedraaid en gebeeldhouwd te worden andere dan hout :		
Ex. 861	In meerschuur, lava, cellulose, enz. :		
	Films	1,200	
Ex. 478	Wapens en deelen van wapens :		
Ex. b	Vuurwapens :		
Ex. 3	Draagbare vuurwapens, afgewerkte, andere, zelfs met fijne figuren bewerkt :		
	Automatische pistolen	3,000	
	Geweren zonder haan.	3,000	
	Geweren met haan.	2,900	
	Automatische geweren	2,250	
	Revolvers	2,250	
Ex. 488	Ruwe gemeene metalen, oude in stukken of afval :		
b	Tin, zelfs gelegeerd met antimonium, lood of zink; nieuw zilver.	Vrij.	
d	Koper (zelfs gezuiverd) koper bekomen door electro- lyse, rozetkoper en cementkoper.	Vrij.	
530	Landbouwmachines en- apparaten niet afzonderlijk genoemd :		
	<i>Aanmerking :</i> Ontroomers	360	
597	Oxyden en metaaloxiden, afzonderlijk genoemd :		
f	Arsenikhoudend zuur.	8.40	
Ex. 613	Stijfsel (alsmede stijfmeel) : rijststijfsel alsmede meel van rijststijfsel	104	
Ex. 626	Verfstoffen niet afzonderlijk genoemd : ultramarijn	500	
Ev. 653	Zemelen (zelfs zemelen van amandelen) ; afval van rijst ; kiemen van mout ; kaf ; vaste afval van het vervaardigen van vette oliën, zelfs gemalen ; enz. : lijnkoeken	Vrij.	

(g) E. DE RAYMOND.

(g) D^r Edward BÉNÈS.

LIJST B.

Rechten bij den invoer in het gebied van het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond.

Nummers van het tarief van het Economisch Verbond.	Aanduiding der goederen.	Invoerrechten.	
		Fr.	C.
		Per 100 kil.	
Ex. 51	Granen, zelfs gebrande : ex. f) gerst	Vrij.	
106	Zaden en zaaizaden van voeder-, nijverheids- en woud- planten	Vrij.	
131	Hop : a) bellen.	40 »	
	» b) Lupuline.	80 »	
Ex. 305	Elders niet genoemde noch begrepen oxyden en anhydriden : natriumperoxyde	Vrij.	
Ex. 307	Zuren : e) fluorzuur	Vrij.	
	» ex. o) mierenzuur	Vrij.	
308	Gekristalliseerde of geraffineerde bijtende potasch .	15 »	
Ex. 396	Verfstoffen afgeleid van koolteer, in drogen staat of onder vorm van deeg : Ex. e) zwarte verfstoffen met zwavel	Vrij.	
Ex. 509	Weefsels van breiwerk : in kunstzijde.	15 t. h.	ad valorem.
817	Bekleedingtegels (andere dan voor het bevloeren), in zandsteen, in fijnaarde of in plateelwerk : a) witte	24 »	
	b) andere.		
	1) éékleurige	30 »	
	2) veelkleurige	42 »	
852	Glazen paarden en andere verglazingen in doorboorde of geslepen kralen, voor borduurwerk, passement- waren, halssnoeren, paternosters, enz.	5 t. h.	ad valorem.
Ex. 1059	Verdampings-, verwarmings-, stooktoestellen en der- gelijke, voor suikerfabrieken en stroopfabrieken, raffinaderijen, brouwerijen, stokerijen en glucose- fabrieken : b) bevattende meer dan 50 t. h. koper, wegende : — 250 kilogram en meer.	210 »	
	— minder dan 250 kilogram.	300 »	
	c) bevattende ten minste 10 t. h. en niet meer dan 50 t. h. koper, wegende : — 250 kilogram en meer.	120 »	
	— minder dan 250 kilogram.	150 »	
Ex. 1154	Schoeisels in weefsel, vilt, zelfkant en andere werken van weefstoffen, met zolen in leder of in caoutchouc : Ex. b) halve laarzen en schoenen : 2) — in andere weefsels of stoffen, zonder fantasieversiersels, noch borduurwerk : met zolen in leder	Per paar 3 »	

(g) L. DE RAYMOND.

(g) D^r Edward BÉNÈS.

Bijzondere lijst van goederen waarvoor, bij invoer in het gebied van het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond, de toepassing van artikel 5 uitgesteld wordt gedurende de tijdsbestekken bepaald bij de Akte van Onderteekening.

N° van het tarief van het Econo- misch Verbond.	Aanduiding der goederen.	Invoerrechten.	
		Fr.	C.
		Per 100 kil.	
734	Papier voor dagbladen	8	»
Ex. 821	Glas in bladen of platen, enkel gegoten, gevormd of samengeperst :		
	b) gewapend glas (gegoten op metaalgaas) . .	15	»
	c) gedrukt of gediamanteerd glas :		
	1. — wit	22.50	
	2. — gekleurd	26.25	
	d) geklopt of gestreept, gezaveld, geribd of geruit glas ; gegolfd, prismatisch glas . .	15	»
Ex. 845	Tafelglaswerk in gewoon glas, zonder verbinding met andere stoffen, elders niet genoemd :		
	b) enkel met relief gegoten, of met stoppen afgewerkt of versierd door het snijden, door het effenslijpen met amaryl, enz.	108	»
846	Tafelglaswerk in kristal of half-kristal :		
	— tot 31 Maart 1926	30 t. h.	ad valorem
	— van 1 April tot 30 September 1926.	25 t. h.	ad valorem
895	Pijpen en buizen, zelfs op eene bepaalde lengte gesneden :		
	a) warm getrokken, al dan niet gesoldeerd door welkdanig systeem ook, of naadloos ;		
	1° onbewerkte	30	»
	2° bewerkte	37.50	
	b) koud getrokken :		
	1° onbewerkte	54	»
	2° bewerkte	63	»
	c) vertinde, verloode of gegalvaniseerde . .	63	»
	d) verkoperde, vernikkelde, geëmailleerde, met inbegrip van de pijpen en buizen in dubbel metaal.	90	»
	e) Pijpen voor rijwielen, motocycles en vliegtuigen, eener wanddikte van 15 tienden van millimeter of minder :		
	1° onbewerkte	108	»
	2° bewerkte	135	»

N ^o van het tarief van het Econo- misch Verbond.	Aanduiding der goederen.	Invoerrechten.	
		Fr.	C.
		Per 100 kg.	
Ex. 1025	Vaste stoommachines immer van hunne ketels afge- scheiden (1); stoompompen en andere, mecha- nisch in werking gesteld; samenpersers van lucht en van allerlei gassen; petroleum-, alcohol-, heete- lucht-motors, motors met samengeperste lucht en met elk ander gas- of ontplofbaar mengsel (2) en alle andere motors niet bijzonder genoemd :	Rechten bepaald bij Belgisch Koninklijk besluit van 17 September 1925.	
	a) met zuiger		
	b) zonder zuiger.		
1027	Half-vaste stoommachines, met inbegrip van de stoomketels, wegende :	75 » 90 » 112 50	
	— 20,000 kilogram en meer		
	— 6,000 tot 20,000 kilogram		
	— minder dan 6,000 kilogram		
1040	Werktuigmachines (3) wegende :	72 » 90 » 108 » 126 » 180 » 360 »	
	— 25,000 kilogram en meer		
	— van 10,000 tot 25,000 kilogram		
	— van 5,000 tot 10,000 kilogram		
	— van 1,000 tot 5,000 kilogram		
	— van 250 tot 1,000 kilogram		
	— minder dan 250 kilogram		
Ex. 1059	Verdampings-, verwarmings-, stooktoestellen en dergelijke, voor likeurfabrieken, gistfabrieken, fabrieken van verdunzaamde eetwaren, reuk- werkfabrieken, suikerbakkerijen, voor apotheken, keukens, ververijen en alle andere nijverheden (4), met inbegrip van de gefatsoeneerde of gebogen koperen buizen :	Rechten bepaald bij Belgisch Koninklijk besluit van 17 September 1925.	
	a) in aluminium of ten minste 10 t. h. alumi- nium bevattende		
	b) bevattende meer dan 50 t. h. koper		
	c) bevattende ten minste 10 t. h. en niet meer dan 50 t. h. koper		
Ex. 1064	Volledige machines, mechanische werktuigen en toe- stellen, niet afzonderlijk getarifeerd :	Rechten bepaald bij Belgisch Koninklijk besluit van 17 September 1925.	
	a) in aluminium of bevattende ten minste 10 t. h. aluminium;		
	c) in koper of bevattende meer dan 50 t. h. koper;		
	d) bevattende ten minste 10 t. h. en niet meer dan 50 t. h. koper.		

(1) Ter uitzondering der vaste stoommachines met zuiger.

(2) Ter uitzondering der gasmotors.

(3) Ter uitzondering der hierna vermelde machines : Werktuigmachines met een gewicht van meer dan 60 ton; machines voor het uitsnijden van tandwerk; rectificeermachines; zaagmachines met cirkelzaag, voor metalen; machines voor het insnijden der vijlen; slijpmachines voor werktuigen; draaibanken voor horlogemakers.

(4) Ter uitzondering der toestellen voor suikerfabrieken, stroopfabrieken, raffinaderijen, brouwerijen, stokerijen en glucosefabrieken.

N ^r van het tarief van het Econo- misch Verbond.	Aanduiding der goederen.	Invoerrechten.	
		Fr.	G.
		Per 100 kil.	
Ex. 1074	Toestellen dienende tot regeling van het wegvloeien der vloeistoffen in de leidingsbuizen, zooals toebehooren en garnituren voor ketels, stoommachines, nijverheidstoestellen, en voor water-, stoom-, lucht- en gasbuiswerk (kleppen, kranen, schuiven, valkleppen, peilglazen, reinigingstoestellen, injectors, elevators, ejectors, drukkingreductors en dergelijke) : b) in ijzer, in staal of in smeedbaar gietijzer . c) in koper of meer dan 50 t. h. koper bevattende d) bestaande uit ten minste 10 t. h. en niet meer dan 50 t. h. koper of nikkel of legeringen dezer metalen met andere gemeene metalen e) in aluminium	Rechten bepaald bij Belgisch Koninklijk besluit van 17 September 1925.	
1075	Dynamo-electrische machines (1), wegende per stuk : — 5,000 kilogram en meer — van 2,000 tot 5,000 kilogram — van 1,000 tot 2,000 kilogram — van 50 tot 1,000 kilogram — van 10 tot 50 kilogram — minder dan 10 kilogram	108	»
		126	»
		162	»
		225	»
		450	»
		630	»
Ex. 1082	Stukken voor de electriciteit, in porselein, plateelwerk, gebakken aarde, zandsteen of glas, zonder gedeelte in metaal noch in andere stoffen, elders niet genoemd : a) klokvormige isolators, wegende per stuk : — 100 gram en meer — minder dan 100 gram d) andere, wegende per stuk : — 500 gram en meer — van 100 tot 500 gram — minder dan 100 gram	54	»
		90	»
		40	»
		64	»
		120	»
1089	Electrische en electro-technische toestellen, deelen of losse stukken van electrische en electro-technische toestellen, van dynamo-electrische machines en voor de toepassingen der electriciteit onder al hunne vormen, niet afzonderlijk getarifeerd (ter uitzondering der electrische strijkijsers) :		

(1) Met inbegrip der electromotoren, statische transformatoren of converters.

N° van het tarief van het Econo- misch Verbond.	Aanduiding der goederen.	Invoerrechten.	
		Fr.	C.
		Per 100 kg.	
	a) bevattende oprollingen van geïsoleerde met taaldraden en wegende per stuk :		
	— 1,000 kilogram en mer.	180	»
	— van 200 tot 1,000 kilogram	270	»
	— van 50 tot 200 kilogram	360	»
	— van 10 tot 50 kilogram.	450	»
	— minder dan 10 kilogram	630	»
	b) geene oprollingen van geïsoleerde metaal- draden bevattende en wegende per stuk :		
	— 1,000 kilogram en meer	126	»
	— van 200 tot 1,000 kilogram	180	»
	— van 50 tot 200 kilogram	270	»
	— van 10 tot 50 kilogram	360	»
	— van 5 tot 10 kilogram	540	»
	— van 1 tot 5 kilogram	630	»
	— minder dan 1 kilogram.	720	»

(g) L. DE RAYMOND,

(g) D^r Edward BÉNÈS.

Bijzondere lijst der koopwaren waarvoor bij hunnen invoer in het grondgebied van Tsjecho-slovakije de toepassing van artikel 5 verschoven wordt gedurende de termijnen vastgesteld in het Protocol van onderteekening.

N ^o van het tarief van Tsjecho- slovakije.	Aanduiding der goederen.	Invoerrechten.	
		Kč	h
		Per 100 kg.	
Ex. 95	Stearinezuur	280	»
Ex. 97	Ontvettingsvet en oliezuur :		
a	Oliezuur (oleïne)	120	»
205	Garens van hennep, enz. :		
a	enkele, ongebleekte	72	»
b	enkele, gebleekte, gewasschen, of geverfde	240	»
c	getwijnde	860	»
d	Toegereed voor den verkoop in 't klein :		
1	enkele	860	»
2	getwijnde	1,660	»
206	Garens van jute, enz. :		
a	enkele, ongebleekte	72	»
b	enkele, gebleekte, gewasschen of geverfde : garens van jute, getwijnde	240	»
c	toegereed voor den verkoop in 't klein :		
1	— enkele	860	»
2	— getwijnde	1,660	»
	Aanmerking bij n ^{os} 205 en 206. — Garens gekend ouder den naam van garens voor bindmachines in klawens of op haspels	84	»
291	Perkamentpapier	400	»
Ex. 394	Platen van steen, hebbende eene dikte van minstens 16 cm. (ter uitzondering der leiplatten en der lithographische steenen :		
Ex. a	ruwe (behakte, gekloofde, gezaagde) :		
2	in albast, marmer of slangensteen	42	»
Ex. b	eene meer volledige bewerking ondergaan hebbende, zelfs geslepen of gepolijst :		
2	in albast, marmer, slangensteen	140	»
439	Buizen in geslagen ijzer, geplet of getrokken of in smeedbaar gietijzer, zelfs met omboorde fleuzen,		

N° van het tarief van Tsjecho- slovakije	Aanduiding der goederen	Invoerrechten Kc h
	glascht of geweld, ter uitzondering der verbin- dingstukken van denzelfden aard; gegolfde buizen:	Per 100 kg.
a	ruwe, zelfs afgeschuurde buizen, met schroef draad of met geboorde of gedraaide fleuzen .	248 »
b	een andere gewone bewerking ondergaan hebbende	320 »
c	fijn bewerkt	464 »
Ex. 491	Platen (geplette, uitgeslagen), niet anders bewerkt :	
c	In zink.	144 »
Ex. 538	Machines en toestellen niet afzonderlijk genoemd, enz. :	
	Werktuigmachines, wegende per stuk :	
Ex. a	2 q. of minder	750 »
Ex. b	meer dan 2 q. tot 10 q.	700 »
Ex. c	meer dan 10 q.	600 »
539	Dynamo's en electro-motors, enz., wegende per stuk :	
a	25 kilogram of minder	2,100 »
b	meer dan 25 kilogram tot 5 q.	1,500 »
c	meer dan 5 q. tot 30 q.	1,290 »
d	meer dan 30 q. tot 80 q.	1,080 »
e	meer dan 80 q.	720 »
Ex. 599	Kalium-, natrium-, en ammoniumzouten, afzon- derlijk genoemd :	
m/i	Kalium- en natriumchromaat (geel) kalium- en natriumbichromaat (rood).	145 »
Ex. 602	Koper-, lood-, zink-, en tinverbindingen, afzonder- lijk genoemd :	
Ex. /	Kopernittraat; loodnittraat; chloorzink wit zink- sulfide, lithopone, griffithwit :	
	Lithoponen	480 »
Ex. 626	Kleuren niet afzonderlijk genoemd :	
	Ultramarijn	720 »

(g) L. DE RAYMOND.

(g) D^r Edward BÉNÈS.

BIJLAGE III VAN HET PROTOCOL VAN ONDERTEEKENING.

Regime der vergunningen toepasselijk op de natuurlijke of vervaardigde producten, herkomstig en uitgevoerd uit het Belgisch-Luxembursch Economisch Verbond, vermeld in het Protocol van onderteekening.

De producten opgesomd in onderstaande lijst zullen, bij hunnen invoer in Tsjechoslowakije, toegelaten worden binnen de grenzen van de jaarlijksche contingenten, die in bedoelde lijst vastgesteld worden :

Nummer van het tarief van Tsjecho- slowakije	Aanduiding der goederen.	Contingent.
23-26, 30, 33	Granen en meel	2,000 ton.
35 a	Versche tafelduiven in manden wegende 9 kil. of minder	100 »
41, ex. 43, ex. 44	Groenten (behalve aardappelen waarvoor de aan- vragen om vergunningen in aanmerking zullen genomen worden volgens de van kracht zijnde voorschriften	1,000 »
Ex. 49b, 50, Ex. 52, 53	Zaden	20 »
71	Paarden behorende tot de zoogenaamde Brabantsche, Vlaamsche en Ardensche rassen, met getuigschrift van den door de Belgische Regeering aangeduiden veearts, waarbij vastgesteld wordt dat de inge- voerde paarden tot bovenvermelde rassen behooren	800 stuk.
109 en 110	Wijnen	1,000 hectoliters.
617	Superphosphaten	10,000 ton.

Voor de andere producten, herkomstig of uitgevoerd uit het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond ten opzichte van welke er verboden of beperkingen van invoer behouden zijn, zullen de toepasselijke contingenten later vastgesteld worden, met dien verstande dat intusschen een welwillend onthaal zal verleend worden aan de aanvragen om invoervergunningen voor gezegde producten, in Tsjechoslowakije.

(s) L. DE RAYMOND.

(s) D^r Edward BÉNÉS.

CHAMBRE
des Représentants.**KAMER**
der Volksvertegenwoordigers.**PROJET DE LOI**

**Approuvant le traité de commerce
entre l'Union Économique Belgo-
Luxembourgeoise et la Tchéco-
slovaquie.**

WETSONTWERP

**Tot goedkeuring van het Handels-
verdrag tusschen het Belgisch-
Luxemburgsch Economisch ver-
bond en Tsjechoslowakije.**

Albert,**ROI DES BELGES,***A tous, présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Notre Minis-
tre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étran-
gères est chargé de présenter en Notre
Nom, aux Chambres législatives le
projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le traité de commerce conclu le
28 décembre 1925 entre l'Union Éco-
nomique Belgo-Luxembourgeoise et
la République Tchécoslovaque sortira
son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 4 janvier 1926.

Albert,**KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Minister
van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche
Zaken is gelast, in Onzen Naam, bij
de Wetgevende Kamers het ontwerp
van wet te bieden waarvan de inhoud
volgt.

EENIG ARTIKEL.

Het op 28 December 1925 tusschen
het Belgisch-Luxemburgsch Econo-
misch Verbond en de Tsjechoslo-
waksche Republiek gesloten handels-
verdrag zal zijne volle en algeheele
kracht hebben.

Gegeven te Brussel, den 4^e Januari
1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

ÉMI. VANDERVELDE.

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,